

***l'Anti*capitaliste**

n°581 | 9 septembre 2021 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

**NON AU PASS SANITAIRE ET AUX SANCTIONS,
OUI À UNE VÉRITABLE CAMPAGNE VACCINALE!**



NOTRE SANTÉ, **UN** BIEN COMMUN

Dossier

20 ans après le 11 septembre 2001, où va la «guerre contre le terrorisme»?

Pages 6 et 7

ÉDITO

Leurs guerres toujours, nos morts encore
Page 2

PREMIER PLAN

Coronavirus. La nécessité d'une véritable politique vaccinale
Page 2



ACTU INTERNATIONALE

États-Unis. Résistance à la loi anti-avortement du Texas
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Incendies. «La catastrophe en Grèce a été comparativement plus importante que dans n'importe quel autre pays de la région»
Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

Leurs guerres toujours, nos morts encore

« Hors norme ». La presse et les responsables politiques sont unanimes pour qualifier le procès des attentats du 13 novembre 2015, qui s'est ouvert le 9 septembre. Il est certain que ce procès est singulier, en ceci notamment qu'il est l'occasion, pour tout un chacun, de se souvenir de la sidération, de la douleur et de la colère qu'il ou elle a ressenties lors des attentats perpétrés par des fanatiques de Daech, à Paris et à Saint-Denis, lors de cette tragique soirée. « Vos guerres, nos morts », avions-nous affirmé à l'époque, parce que nous n'étions pas de ceux qui refusaient de faire le lien entre ces attentats et les politiques racistes, coloniales et impérialistes de la France et de ses alliés. Des politiques menées au nom de prétentions civilisationnelles, synonymes de guerres, de misère, de chaos, et véritable carburant pour les groupes jihadistes, au premier rang desquels, à l'époque, le sinistre « État islamique ». Six ans plus tard, nous n'avons rien oublié, et nous ne céderons pas plus aujourd'hui que nous n'avions alors cédé aux sirènes du chauvinisme, de « l'union nationale » et de la fuite en avant liberticide et islamophobe. Nous n'avons pas oublié l'assaut du RAID à Saint-Denis, décrit par le Monde comme « une opération qui s'est déroulée avec une rare violence et dans une extrême confusion ». Nous n'avons pas oublié les perquisitions, les assignations à résidence et la campagne de stigmatisation des musulmanEs. Nous n'avons pas oublié les coups de menton de Valls, Hollande et consorts, et l'état d'urgence devenu permanent. Ce procès est donc l'occasion tout à la fois de rappeler notre soutien aux familles et aux proches des victimes, ainsi qu'aux survivantEs traumatisés, mais aussi de réitérer notre refus de dédouaner la France et ses dirigeants de leurs responsabilités dans la tragédie du 13 Novembre et dans les futures tragédies qui pourraient survenir. À l'heure où, 20 ans après le 11 Septembre, les infâmes talibans sont revenus au pouvoir à Kaboul avec la complicité des USA, démonstration éclatante du cynisme mortifère des artisans de la « guerre contre le terrorisme » et des dangers que celle-ci continue de faire peser sur les peuples, nous le réaffirmons : les politiques racistes et impérialistes n'ont apporté, aux quatre coins du monde, que davantage de guerres, d'oppression, de misère, de discriminations et de violences. Il est urgent de passer, radicalement, à autre chose.

BIEN DIT

[Dans l'histoire récente], aucune intervention militaire extérieure n'a abouti à des résultats positifs : ni au Vietnam, ni en Irak, ni en Somalie, ni au Sahel et pas plus en Afghanistan. Plus encore que de ne pas avoir eu de résultat positif, ces interventions se sont révélées contre-productives.

BERTRAND BADIE (professeur émérite à Sciences-Po), liberation.fr, 1^{er} septembre 2021.

À la Une

NON AU PASS SANITAIRE ET AUX SANCTIONS, OUI À UNE VÉRITABLE CAMPAGNE VACCINALE!

Notre santé, un bien commun

Alors que, selon les derniers chiffres de l'Assurance maladie, 71,7% de la population en France a reçu une dose de vaccin, l'actualité sociale de cette rentrée reste marquée par les manifestations anti-pass. Des manifestations qui, s'il s'y exprime une défiance légitime à l'égard de la politique autoritaire et anti-sanitaire du gouvernement, sont largement influencées par des courants de pensée et des forces réactionnaires, qui ne posent nullement les problèmes en termes de santé publique mais seulement de « liberté individuelle ».

Si nous ne pouvons que refuser et combattre le pass sanitaire, cette énième restriction des libertés publiques parmi toutes celles mise en œuvre par le gouvernement depuis le début de cette pandémie mondiale (et avant), force est de constater que les manifestations du samedi réunissent des intérêts et des mots d'ordre disparates, aux tonalités par ailleurs différentes d'une région à l'autre. À Paris, ce ne sont pas moins de huit cortèges séparés qui ont défilé samedi dernier, dont un ouvertement mené par l'extrême droite et Florian Philippot. Certaines manifestations sont même très fortement influencées par la complotosphère, avec parfois des expressions ouvertement antisémites.

De la défiance à l'égard de Big Pharma à l'influence complotiste

Et ce n'est peut-être ni tout à fait un hasard ni tout à fait anodin. La défiance qui s'exprime dans ces mouvements de colère est en effet le fruit de la gestion calamiteuse du gouvernement, qui n'a fait que protéger les profits et non la population. En l'absence d'une campagne de santé publique en faveur de la vaccination, appuyée d'arguments scientifiques et motivée par le bien commun, on peut comprendre qu'une partie des travailleurEs doutent. Ils et elles se méfient de Big Pharma et du fait qu'à toute force on veuille les faire retourner à une vie « normale », c'est-à-dire une vie d'exploitation pour les profits d'une minorité. Et ce sont les courants de pensée libertariens et/ou anti-sciences qui en profitent, voire des forces politiques organisées qui n'ont rien à offrir aux travailleurEs. C'est à un autre genre de « profiteurs de guerre » que nous avons affaire



avec ces prétendus défenseurs des libertés, qui malheureusement influencent aussi des milieux progressistes. Ces courants et ces forces organisées sont anti-pass comme elles étaient il y a quelques mois contre les masques, parce qu'au fond quelque 4,5 millions de morts à l'échelle de la planète ne sont qu'une grippette à leurs yeux. Qu'ont-ils à faire d'un vaccin, eux ? Comme si les catastrophes se résument à un décompte macabre sans aucune conséquence. La liberté individuelle que ces courants défendent, c'est une liberté de choix comme seul le capitalisme peut en offrir, c'est-à-dire une liberté individualiste de survivre en étant opprimé ou exploité, quitte à marcher sur les autres, quitte à crever. Ils surfent sur la peur, bien légitime au demeurant, en donnant une vision du monde dans lequel les opprimés restent opprimés par un grand complot. Quelle solution proposent-ils pour que l'humanité

et l'ensemble du vivant avancent ensemble ? Aucune.

Pass sanitaire contre services publics de santé publique

D'autres solutions s'offrent à notre camp social. Bien sûr, le pass sanitaire est une infâme ruse pour contrôler les populations. Il ne fait qu'ajouter de la division parmi les travailleurEs. Les anticapitalistes, les révolutionnaires ainsi que l'ensemble du mouvement ouvrier ont une responsabilité particulière dans le contexte. Car le pass sanitaire, du point de vue des intérêts de notre classe et du plus grand nombre, ne peut être combattu efficacement ni de façon individuelle ni indépendamment d'une politique de santé publique. Notre camp social ne peut s'opposer au pass qu'en proposant une politique de santé publique aux antipodes de celle du gouvernement Castex. Le pass sanitaire pose plus que jamais la nécessité pour notre camp

de s'unir en affirmant collectivement que nous sommes contre l'obligation vaccinale déguisée en QR code et en faveur de protections collectives :

- pour la gratuité des masques et des dépistages sans conditions ;
- pour un service public de santé à la hauteur des besoins ;
- pour la socialisation des brevets (médicaments et traitement) ;
- pour l'expropriation de l'industrie pharmaceutique ;
- pour une campagne de vaccination à grande échelle.

La rue est à nous le 5 octobre et après

Ces mesures défendues parfois séparément, le mouvement ouvrier n'a pas été capable de les faire entendre à grande échelle et de les opposer dans la rue le samedi aux théoriciens actuels de la liberté individuelle de ne pas être vaccinés, de ne pas porter le masque...

Elles font pourtant bien partie d'un ensemble de mesures en faveur des services publics et pour l'égalité, l'égalité d'accès aux soins, par exemple. La journée d'action du 5 octobre à l'appel de l'inter-syndicale CGT-FO-FSU-Solidaires en faveur des services publics, pour l'abandon des deux réformes injustes de l'Assurance chômage et des retraites peut être l'occasion de faire entendre ces mots d'ordre, tout en défendant les libertés publiques. Certes, la grève du 5 octobre apparaît bien lointaine en cette rentrée, elle est pourtant une réponse unitaire à construire dans chaque entreprise et chaque quartier, loin de la frénésie médiatique et des réseaux sociaux. Construire la mobilisation autour de cette date est sûrement l'occasion de réunir notre camp social derrière des mots d'ordre émancipateurs et anticapitalistes!

Fabienne Dolet

CORONAVIRUS

La nécessité d'une véritable politique vaccinale

Selon Santé publique France, en août, 80 % des patientEs admis pour Covid en soins critiques n'étaient pas vaccinés. Et c'est bien grâce à la vaccination que le variant Delta n'a pas causé une explosion épidémique, comme aux Antilles ou en Polynésie, alors qu'il est deux fois plus contagieux et qu'il multiplie par deux les risques de réanimation.

L'épidémiologiste Samuel Alizon a calculé que la vaccination a permis d'épargner 50 000 vies en France, entre le 1^{er} janvier et le 20 août. Il souligne « que si la protection contre les formes graves est intéressante au niveau individuel, d'un point de vue épidémiologique, c'est le fait d'empêcher la transmission qui permet d'éviter le plus de passage en réanimation ». Impossible donc

de séparer protection individuelle et collective en matière de vaccination. Le vaccin est donc bien un... bien commun, et pas seulement un choix individuel!

Un pass sanitaire inefficace et liberticide

Macron attribue ce bilan à son pass sanitaire, ajoutant que la France a rattrapé les autres pays européens en matière de vaccination. Mais,

derrière les chiffres d'une politique de vaccination qui a plus cherché à contraindre qu'à convaincre, le bilan est tout autre. Alors qu'en termes de santé publique, ils et elles devraient être la priorité des priorités, 15% des plus de 80 ans n'ont reçu aucune dose de vaccin. Un chiffre que le pass sanitaire n'a quasiment pas fait bouger. Dans le même temps, le chiffre des plus de 80 ans vaccinés flirte avec les 100% en Espagne, les 95% en Belgique. Même constat si l'on regarde du côté des diabétiques ou des obèses.

Leur pass sanitaire est inefficace pour convaincre les hésitantEs, pour aller vers celles et ceux qui sont éloignés de la vaccination. Il est liberticide, met la pression sur le droit du travail, le secret médical.

Dans un langage plus diplomatique, le Conseil scientifique, dans une note d'alerte au gouvernement, souligne les limites du pass sanitaire, qui « ne doit être compris ni mis en œuvre comme une protection absolue contre la contamination ». Face au Delta, les risques sont accrus avec les tests PCR à la validité étendue à 72h et une efficacité vaccinale diminuée en matière de transmission.

Pour une vraie politique de santé publique

Maintien des gestes barrières dans les lieux clos, notamment masques, aération, testeurs de CO₂, réquisition de locaux pour limiter la jauge dans les écoles, les cantines, embauches de personnels... devraient faire partie des priorités en cette rentrée face au

Un monde à changer

UN FLINGUE = UN TRAJET GRATUIT? Raté de calendrier ou volonté politique, les deux nouvelles sont tombées le même jour :

1) les voyages gratuits, pour les cheminotEs et leurs familles (sous certaines conditions), pourraient être remis en question, mais
2) la gratuité du train pour les trajets domicile-travail sera assurée aux policiers, à condition qu'ils se présentent aux contrôleurs à bord des trains, et qu'ils soient armés!

Voilà qui a fait sursauter des cheminotEs, qui se demandent d'ailleurs, vu la politique de suppression accélérée de postes ces dernières années à la SNCF, à qui ces policiers pourront bien se présenter! Si Macron à Marseille a cherché à séduire les flics avec un tas d'annonces bienveillantes à leur égard (nouvelles armes, nouveaux commissariats, à quoi s'ajoute donc le train gratis!), pas sûr qu'il soit sur les bons rails. Annoncez des flics armés dans les trains, pas sûr non plus que ça rassure les millions d'usagerEs qui connaissent déjà les violences policières quotidiennes dans leurs

quartiers, lieux de travail et d'études, ou dans les manifestations auxquelles ils et elles ont participé ces dernières années – loi travail, gilets jaunes, cortèges de travailleurEs en grève. Beaucoup s'étaient déjà inquiétés qu'au nom de la lutte antiterroriste, des policiers soient autorisés à rentrer chez eux avec leurs armes. Maintenant c'est dans les trains, lorsqu'ils iront travailler ou qu'ils voyageront avec leurs enfants, que cette milice exposera ses flingues?

À l'heure où les lois d'urgence et le tout-répressif voudraient museler les réactions et mobilisations – avec les « bavures » de plus en plus nombreuses qui les accompagnent –, non merci pour les flics armés dans les trains!

Et pour ce qui est de la gratuité des transports, et plus largement des services publics, oui elle s'impose pour toute la population; avant que ne s'impose aussi un jour – sous contrôle des travailleurEs – une société sans police, qui est le bras armé de l'État défenseur de la propriété privée et du capitalisme.

PHILIPPINES « Face à la pandémie, nous voilà obligés d'organiser nous-mêmes notre protection et celle de nos communautés »

Comme ailleurs, le variant Delta est devenu dominant aux Philippines, provoquant une nouvelle vague de contaminations, plus grave que la précédente. Malgré cela, la présidence Duterte se comporte comme si l'épidémie était déjà derrière nous. Le projet de budget, actuellement en discussion législative, ne prévoit aucune mesure financière en faveur du personnel soignant, qui a pourtant payé un lourd tribut dans son combat de première ligne contre le Covid-19. Nombreux sont celles et ceux qui sont morts, qui sont tombés malades et, épuisés, ont démissionné ou ont émigré. Dans bien des provinces, les soignantEs sont descendus dans la rue pour exiger notamment des primes de risque et des allocations permettant de couvrir leurs frais de déplacement, logement, transport...

Un système de santé en crise

Je voudrais témoigner de ce que cela implique là où j'habite, la région Centre de l'île de Mindanao, au sud de l'archipel philippin. L'administration est impotente, l'armée harcèle les associations plutôt qu'elle n'aide la population, aucune politique sanitaire cohérente n'est mise en œuvre. Si certains hôpitaux fonctionnent efficacement, le système de santé est en crise, souvent délabré. Au point que les réseaux et communautés populaires doivent trop

Une lettre venue des Philippines, écrite par une militante active sur l'île de Mindanao.



DR

souvent se substituer aux autorités en principe compétentes. Nous vivons dans un territoire où les crises humanitaires sont fréquentes: tremblements de terre, ouragans ravageurs et inondations, multiples conflits armés provoquant des déplacements sans fin de population... Nos associations ont donc l'habitude d'intervenir en situation de crise et elles ont un réel savoir-faire en ce domaine. Depuis le début de la pandémie Covid-19, nous nous informons et nous informons sur les mesures de protection à prendre; et pourtant, nous avons été débordés par le variant Delta tant sa contagiosité est grande. Le taux de vaccination est ici très bas. Un certain nombre d'entre nous ont été contaminés et, malgré

les mesures d'urgence que nous avons prises, l'un de nos membres vient de décéder. Le coup est rude pour nous toutes, pour nous tous.

Des coûts extrêmement élevés

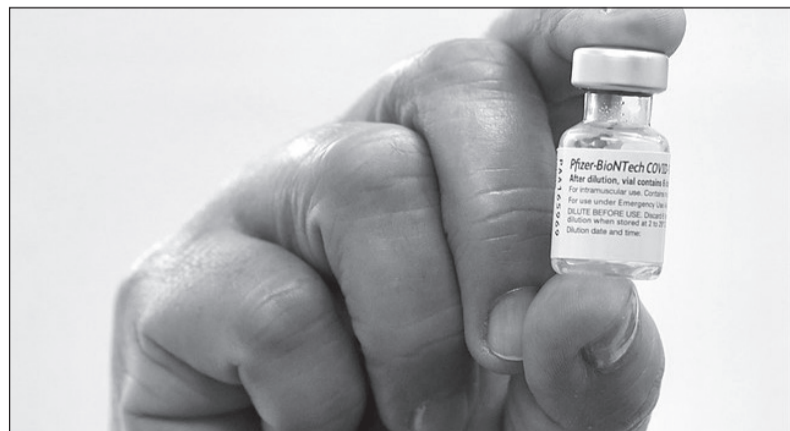
Quelles mesures avons-nous prises, en lien avec nos communautés populaires? Nous demandons à tout le monde de se tester. Nous renforçons les gestes barrières. Nous créons des centres d'isolement pour les personnes testées positives par rt-pcr (ces tests sont payants). Celles qui sont testées négatives sont chargées de leur apporter alimentation et médicaments, de les aider à rester en lien avec leurs proches. Nous achetons des réserves d'oxygène et nous les stationnons partout où nous

pouvons. Pour suivre l'évolution de leur état de santé, il nous faut aussi des oxymètres, tensiomètres, tests de glycémie. Nous enseignons des méthodes de respiration préalablement apprises pour faire face à des situations de grand stress, comme en cas de crise humanitaire. Nous recherchons les contacts que les personnes contaminées ont pu avoir, pour leur demander de se tester et s'isoler. Nous continuons à suivre celles et ceux qui sont hospitalisés. Nous voulons continuer à mener nos activités associatives habituelles, mais il nous faut pour cela nous protéger de l'épidémie, et protéger nos communautés. C'est devenu un préalable.

Nous avons établi un fonds régional d'urgence Covid, mais les coûts sont extrêmement élevés. Pour faire face, nous avons besoin d'aide financière internationale. Bien entendu, nous savons que nous ne sommes pas les seuls en situation critique, qu'en Asie du Sud-Est notamment la nouvelle vague épidémique fait des ravages et nous voulons partager avec nos voisins la solidarité internationale. Ce n'est pas un vain mot, mais un engagement actif. En solidarité.

Delia Matos

Pour le soutien financier, voir sur le site ESSF: <http://europe-solidaire.org/spip.php?article59367>



WIKIMEDIA COMMONS

covid. Tout le contraire du pass, qui semble donner le droit d'oublier la covid. Pour toutes ces raisons, nous le rejetons. Et nous lui opposons une politique de santé publique, de santé communautaire, qui vise à mobiliser toute la société pour

aller vers les plus faibles, les plus âgés, les sans-papiers, les SDF. Un exemple: à Rouen, le collectif des sans-papiers et l'UD CGT interrogent la préfecture depuis le début de l'année sur la vaccination des sans-papiers, dont certains n'ont ni AME

ni Sécu, travaillent souvent dans des arrière-cuisines surchauffées, sans masque. Des droits, des papiers pour les premiers de cordée! Pas de réponse. Interrogation du centre de vaccination, qui transmet immédiatement à la direction du CHU. Pas de réponse. En fait, depuis le 28 janvier, un dispositif très simple permet de vacciner et d'enregistrer sans numéro de Sécu. Droits méconnus, sans aucune campagne de promotion, égale plusieurs mois de retard dans la vaccination.

Lever, ensemble, les freins à la vaccination

Partout, dans les quartiers, les entreprises, les écoles, en lien avec les associations, les personnels de santé, les mairies, devraient se tenir des réunions pour aider à lever les freins à la vaccination, répondre aux interrogations, donner des droits.

Que neuf mois après le début de la vaccination, le gouvernement en soit encore à survendre auprès des médias des dispositifs « expérimentaux » comme l'envoi automatique de convocations vaccinales dans le Vaucluse et en Seine-Saint-Denis, ou le passage de postiers pour identifier les freins à la vaccination en Seine-Maritime, en dit long sur la faillite de la santé publique.

Au moment où Macron lance la troisième dose, l'OMS note que les pays du Sud sont toujours privés de vaccins. Contre l'apartheid vaccinal, qui tue et favorise l'émergence des variants, s'attaquer aux brevets, imposer réquisitions et transferts de technologie, voilà le seul moyen de faire des vaccins anti-covid un bien commun universel accessible partout, contre un virus en pandémie qui ignore les frontières.

Frank Prouhet

Le chiffre

6 C'est le nombre de prisonniers politiques palestiniens qui se sont évadés, dans la nuit du 5 au 6 septembre, de la prison militaire israélienne de Gilboa. Une évasion réalisée via un tunnel creusé par les prisonniers, digne des films d'Hollywood. À l'heure où nous mettons sous presse, les hommes n'ont pas été repris. Pourvu que ça dure!



Agenda

10-11-12 septembre: fête de l'Humanité, La Courneuve (93).

Le NPA tiendra un stand (voir page 10).

Samedi 11 septembre, rassemblement 48^e anniversaire du coup d'État au Chili, Paris. Entre 11 h et 13 h sur la place Salvador-Allende, devant l'ambassade du Chili.

Samedi 11 septembre, rassemblement pour la Catalogne, Paris. À 17 h, place de la République.

Jeudi 23 septembre, journée de mobilisation dans l'éducation nationale.

Mardi 5 octobre, journée de grève interprofessionnelle « pour nos salaires, nos emplois et nos conditions de travail et d'études »

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau parti anticapitaliste.org

NO COMMENT

**Le climat
plombe
l'économie**

« Une » du *Télégramme*, 4 septembre 2021.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®



Le monde en bref

Mexique. Vicente Iván Suástegui Muñoz doit être retrouvé et libéré!

Un appel de nos camarades du CSR Mexico.

Le 5 août de cette année, Vicente Iván Suástegui Muñoz a été victime d'une disparition forcée aux mains d'un groupe de commandos armés qui l'ont enlevé dans le quartier de Renacimiento de la municipalité d'Acapulco, Guerrero, Mexique.



Vicente Suástegui est membre du Conseil des exploitations collectives et des communautés d'Ejido contre le barrage de La Parota (CECOP). Depuis 2003, le CECOP défend la rivière Papagayo et lutte avec succès contre les dommages que le barrage causerait à 24 communautés indigènes et rurales. En plus d'affecter cinq municipalités et de déplacer plus de 25 000 personnes, le barrage affecterait indirectement 70 000 autres personnes. Différentes organisations du mouvement populaire, des défenseurs des droits nationaux et internationaux, des législateurs des congrès des États et du Congrès national du Mexique, ainsi que des membres du gouvernement fédéral ont exigé des autorités de l'État de Guerrero qu'elles prennent des mesures pour assurer la libération de Vicente. Mais les résultats ont été quasi nuls. Le CECOP a mis en évidence la possible collusion de l'actuel directeur de la police ministérielle de l'État de Guerrero, Esteban Maldonado Palacios, dans la disparition forcée de Vicente, et a également dénoncé le harcèlement continu de sa famille. C'est pourquoi nous demandons que le gouvernement fédéral prenne en charge l'affaire et mène une enquête approfondie, en utilisant tous les moyens et ressources à sa disposition, et que Vicente soit libéré et que toutes les personnes responsables de son enlèvement soient traduites en justice.

Nous appelons le peuple mexicain, les organisations populaires et démocratiques, les défenseurs des droits de l'homme et leurs organisations à renforcer les actions qui permettront à Vicente Suástegui de rentrer chez lui. Ils l'ont enlevé vivant; nous voulons qu'il revienne vivant!

Chine. Solidarité avec Fang Ran!

Un appel de l'Union syndicale Solidaires.

Fang Ran, un citoyen chinois de 26 ans, a été arrêté fin août en Chine continentale. Depuis, ses proches sont sans nouvelles de lui. D'après son père, il serait détenu sans procès et sans accès à un avocat, dans un lieu tenu secret.

Ce type de placement à l'isolement pour une durée de six mois est souvent utilisé contre les dissidents politiques et les militants des droits humains. Doctorant en sociologie à l'Université de Hong Kong, Fang Ran enquêtait depuis six mois sur les conditions de travail et les droits des salariéEs dans les usines de Shenzhen, l'immense métropole frontalière de Hong Kong.

Depuis 2013, et encore plus depuis 2018, toute activité indépendante concernant le monde du travail est fermement réprimée. Le pouvoir de Pékin espère ainsi mettre un terme aux grèves qui secouent périodiquement le pays. Pour cette raison, il mène une offensive frontale contre toute forme d'activité indépendante des salariéEs pour défendre leurs droits. Dans ce cadre il perçoit comme une menace potentielle tout travail universitaire concernant le monde du travail ne s'effectuant pas sous son contrôle étroit.

L'Union syndicale Solidaires s'élève contre cette atteinte à la liberté indispensable à la recherche. Le minimum serait que Fang Ran puisse immédiatement avoir recours à un avocat de son choix pour assurer sa défense, et qu'il soit remis en liberté avant un éventuel procès.

L'Union syndicale Solidaires renouvelle également son entière solidarité avec les salariéEs tentant de faire valoir leurs droits.

ÉTATS-UNIS Résistance à la loi anti-avortement du Texas

Les femmes du Texas et de tout le pays ont été horrifiées et indignées d'apprendre que la Cour suprême des États-Unis, réunie en pleine nuit le 1^{er} septembre, avait voté, par cinq voix contre quatre, pour faire respecter une nouvelle loi du Texas qui interdirait l'avortement à presque toutes les femmes.

Cette loi interdit en effet les avortements à partir du moment où un battement cardiaque peut être entendu, généralement vers six semaines, c'est-à-dire avant que la plupart des femmes ne réalisent, souvent, qu'elles sont enceintes. Au Texas, avant l'adoption de cette loi, 85% des IVG avaient lieu après six semaines. Bien qu'il existe des «lois sur le rythme cardiaque» dans d'autres États – la Géorgie, le Mississippi, le Kentucky et l'Ohio – cette loi va plus loin. Elle ne fait aucune exception pour les grossesses résultant d'un viol ou d'un inceste, et définit de manière très étroite les conditions de santé qui pourraient permettre un avortement.

Prime de 10 000 dollars pour la délation

Pour qu'il soit plus difficile de la déclarer inconstitutionnelle, l'application de la loi ne fait pas appel aux fonctionnaires de l'État, mais charge plutôt les citoyenEs de poursuivre quiconque pratique un avortement ou «aide et encourage» un tel acte. Des personnes même n'ayant aucun lien avec la patiente ou la clinique pourront porter plainte et récupérer les frais de justice, ainsi qu'une prime de 10 000 dollars si une condamnation intervient. Les femmes du Texas devront désormais se rendre dans d'autres États pour obtenir un avortement, une option beaucoup plus facile pour les riches que pour les travailleuses et les pauvres. La



loi affectera de manière disproportionnée les femmes noires et latines qui ont moins de ressources économiques. La loi menace immédiatement Planned Parenthood (le Planning familial), le plus grand organisme d'aide aux femmes du pays et du Texas, bien qu'une décision de justice ait temporairement suspendu les poursuites à son encontre jusqu'au 17 septembre. La loi du Texas, qui a été adoptée par une assemblée dominée par les Républicains et signée par le gouverneur républicain Greg Abbott, affectera non seulement les sept millions de femmes en âge de procréer au Texas, mais pourrait également devenir un modèle pour d'autres États : la moitié pourrait éventuellement adopter des lois similaires. Et cela fait partie d'une

tentative plus large d'amener la Cour suprême à annuler l'arrêt Roe v. Wade, la décision de 1973 qui a confirmé les droits des femmes à l'avortement, jusqu'à 24 semaines de grossesse.

La riposte s'organise

La loi du Texas et la décision de la Cour suprême portent un coup terrible au droit des femmes de prendre des décisions concernant leur propre corps et leur propre vie. Les droits à l'avortement, culminant dans Roe v. Wade en 1973, ont été remportés par le mouvement des femmes des années 1960 et 1970 grâce à des campagnes d'éducation, des manifestations de masse et des pressions politiques, et encore aujourd'hui, une majorité d'État-sunienEs soutient les droits des

femmes à l'avortement. Selon un sondage national réalisé en 2019, 7 personnes interrogées sur 10 disent que la Cour suprême devrait maintenir Roe v. Wade. 61% déclarent que l'avortement devrait être légal dans tous les cas (27%) ou dans la plupart des cas (34%). Seule une minorité (28%) soutient que l'arrêt Roe v. Wade devrait être annulé. En réponse, le président Joe Biden a dénoncé la loi comme « déclenchant un chaos inconstitutionnel » contre les femmes et a promis que son administration « lancerait un effort de tout le gouvernement » contre cette loi. Planned Parenthood, NARAL Pro-Choice America (autre organisation de soutien au droit à l'avortement) et des groupes de femmes veulent pousser les Démocrates à adopter une nouvelle législation complète sur le droit à l'avortement, bien qu'elle ait peu de chances d'être adoptée pour le moment étant donné le poids des Républicains au Congrès.

La résistance à la nouvelle loi a commencé, menée par des femmes « ordinaires » et par des organisations de femmes. Lorsque Texas Right to Life (Droit à la vie au Texas) a créé un site Web, ProlifeWhistleblower.com, pour servir à la dénonciation des prestataires d'avortement ou de ceux qui aident les femmes cherchant à se faire avorter au Texas – qui sont maintenant tous deux des crimes aux termes de la nouvelle loi – des femmes et des hommes ont commencé à utiliser Tik Tok pour inonder le site avec des accusations selon lesquelles le gouverneur Abbott cherchait un avortement, que les Marvel Avengers (super-héros d'une série de films) voulaient des avortements, tandis que des robots informatiques envoient régulièrement de fausses informations. La loi du Texas pourrait déclencher un nouveau mouvement de femmes, proclamant que « les vies des femmes comptent » : WomenLivesMatter!

Dan La Botz

BIRMANIE/MYANMAR Une relance des affrontements armés ?

La semaine dernière, des combats intenses ont éclaté entre l'ethnie Kokang de l'Alliance démocratique nationale du Myanmar (MNDA) et la Tatmadaw (Forces armées du régime) dans le nord de l'État de Shan.



Soldats de la MNDA, DR

commandants seraient morts. Jeudi, la MNDA a affirmé avoir tué 28 soldats de la Tatmadaw et n'avoir subi que deux pertes cette semaine. Les photos publiées par la MNDA semblent indiquer qu'elle a remporté une victoire décisive samedi 28 août, montrant des armes, des munitions et des uniformes saisis pendant les combats, mais probablement pas assez pour indiquer qu'un bataillon entier a été éliminé. Des victimes civiles ont également été signalées, dimanche 29 août, lorsque quatre personnes, dont un enfant, ont été

tuées après que l'armée a commencé à tirer des obus d'artillerie sur la zone.

Pas d'assaut véritablement coordonné

Lundi 30 août, des habitants ont découvert 17 corps portant des uniformes de la Tatmadaw dans la même zone, selon le *Shan Herald*. Le *Shan Herald* n'a pas indiqué si toutes les victimes semblaient avoir été tuées au combat ou si certaines semblaient avoir été exécutées par la suite, mais un média de Kokang a signalé qu'au moins certaines d'entre

elles avaient été tuées au combat. Les combats se sont poursuivis mercredi 1^{er} septembre, et un porte-parole de la MNDA a déclaré à *Khit Thit Media* que huit autres soldats de la Tatmadaw avaient été tués. Si l'on ajoute à cela le précédent rapport faisant état de cinq morts samedi, nous avons déjà dépassé les 28 morts. Toutefois, comme nous l'avons dit, les rapports sont contradictoires. Certains rapports indiquent que des soldats de la Kachin Independence Army (Armée pour l'indépendance kachin - KIA) ont pu être impliqués dans les affrontements, mais ce n'est pas certain. Quoi qu'il en soit, il semble bien que cet affrontement soit essentiellement le fait de la MNDA. Bien qu'il ne soit pas idéal pour la Tatmadaw d'avoir un nouvel ennemi à affronter, les combats se sont déroulés pendant une période d'accalmie apparente dans ses affrontements avec la KIA. Nous ne voyons encore aucun signe d'un assaut véritablement coordonné et simultané sur plusieurs fronts. Ce qui serait nécessaire pour déborder la Tatmadaw.

Frontier Myanmar

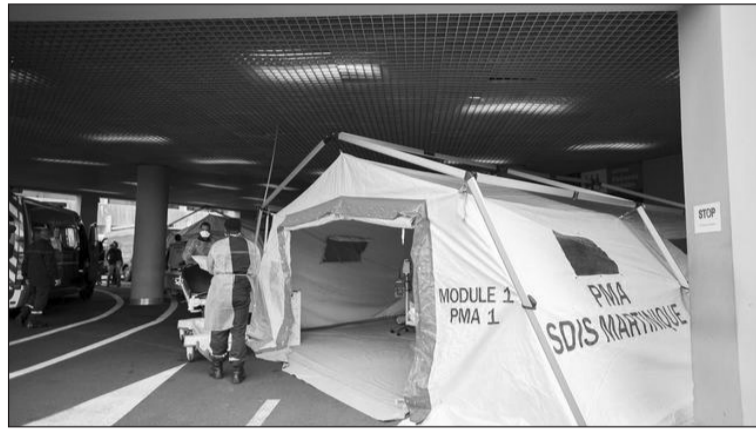
MARTINIQUE Face à la crise du covid, l'urgence d'une démocratie sanitaire

Plus de 300 personnes ont perdu la vie pour le seul mois d'août (pour 376 000 habitantEs au total), soit une dizaine de personnes par jour. Des personnes de tous âges, de toutes conditions sociales, des familles perdant en quelques jours ou heures plusieurs de leurs membres. Les urgences, la morgue, les fossoyeurs : tous débordés. Les services de réanimation ont été obligés de laisser mourir certainEs patientEs faute de places, des pénuries d'oxygène, certains soignantEs parlant de scènes de guerre... En ce début du mois de septembre, d'après les données de la préfecture, si le nombre de contaminations diminue, celui des hospitalisations, des patientEs en soins critiques, et des morts, continue d'augmenter.

Comment expliquer la crise ?

Lorsque les médias français ont commencé à s'intéresser à la situation, certains bien-pensants se sont empressés d'affirmer avec mépris que ces populations préfèrent pratiquer le vaudou ou se soigner au rhum plutôt que d'accepter la science venue de la « métropole » (Dr Hervé Boissin, généraliste, sur LCI le 31 juillet). On a ainsi parlé de magie, d'ignorance et de superstition d'une population pas moins instruite qu'en France. Difficile de tirer un bilan au moment où l'épidémie fait rage encore, mais plusieurs facteurs peuvent être évoqués. À commencer par un constat : les populations des colonies françaises, dont celle de la Martinique, manifestent une

Lors des trois premières vagues de l'épidémie de Covid-19, la situation à la Martinique était relativement stable. En 16 mois, de mars 2020 à juillet 2021, 129 personnes sont décédées de cette infection, dont une écrasante majorité de personnes âgées. Mais brutalement, à partir du début du mois d'août 2021 la situation s'est dégradée avec le variant Delta.



DR

grande méfiance à l'égard des vaccins anti-covid, comme cela a été le cas en France au début ; même si la vaccination progresse depuis quelques jours, le taux reste faible. Une défiance sur les questions sanitaires qui s'explique également par le scandale du chlorodécone, minimisé par Macron, qui a fait l'objet d'une importante manifestation le 27 février lorsque l'on a appris que le crime allait être prescrit. Les incohérences au plus haut niveau de l'État ont suscité l'hostilité et la méfiance ; ainsi, en février 2020, ce sont des manifestantEs qui ont interdit le débarquement de touristes italiens à la Martinique au moment où l'épidémie était forte dans leur pays. L'autoritarisme et la disproportion des mesures prises lors du premier

confinement, avec l'instauration d'un véritable climat de terreur alors que la situation n'était pas aussi dramatique qu'en France, l'absence de concertation avec les autorités locales ont créé du ressentiment contre de Paris. Le dédain à l'égard de la pharmacopée locale engendre une attitude de défense qui consiste à s'opposer à la chimie imposée par l'État. L'ennui est que la mobilisation contre les mesures du gouvernement ont, comme en France, mêlé refus du pass et refus des vaccins.

Lutter contre le pass... et pour la vaccination

C'est dans ce contexte que déferle une avalanche de fake news prises au sérieux par des gens intellectuels ou pas, diplômés ou pas,

certaines médecins, enseignants... Ainsi, ce climat antivax n'épargne aucun syndicat, dont les dirigeants préfèrent évoquer la liberté de choix, et ce malgré le décès de deux éminents d'entre eux, relativement jeunes... et non vaccinés. Quelques organisations politiques telles que le PCM, le PPM, et nos camarades du GRS ont pris position pour la vaccination. Depuis peu, des personnalités du monde médical, culturel et associatif, ont clairement pris position pour le vaccin. CertainEs syndicalistes mènent bataille pour que le combat contre le pass et pour la vaccination non obligatoire soit pris en charge par tout le mouvement syndical, et pas seulement sur les problèmes de santé mais sur toutes les urgences sociales.

Nos camarades du GRS prennent toute leur place dans ce combat, pour que tout soit mis en œuvre afin d'inciter la population à se faire vacciner, seul moyen dont nous disposons actuellement pour arrêter l'épidémie.

Aujourd'hui il semble que se dessine un consensus des organisations syndicales et associatives telles l'Union des femmes de la Martinique et Culture égalité, contre le pass et l'obligation vaccinale, et pour une prise en charge efficace de la santé de la population.

Renée Ravoteur

SUISSE Nouveaux procès contre des militantes féministes

Dans le courant de l'été, plusieurs militantes féministes ont comparu devant la justice pour des actions jugées illégales. La répression juridique contre les personnes qui luttent pour une société plus juste et égalitaire continue de s'intensifier.

Le 3 août dernier, au Tribunal de police de Lausanne, trois militantes féministes comparaissent devant une juge pour avoir participé à la manifestation cycliste Critical Mass qui a suivi la grève féministe du 14 juin à Lausanne. Elles sont accusées de trouble à l'ordre public, d'entrave à la circulation et d'empêchement d'accomplir un acte officiel. Le 18 août, c'est au tour de deux autres activistes de comparaître devant la justice, cette fois-ci à Yverdon, pour des tags déposés sur les murs de la ville dans la nuit du 8 au 9 mars 2020, suite à la mobilisation du 8 mars dans le cadre de la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes.



DR

La justice n'est pas une instance féministe

À Yverdon, les prévenues ne sont pas acquittées mais condamnées uniquement pour deux des plaintes déposées. Elles écotent chacune d'une amende de 100 francs pour dommage à la propriété, de 5 jours-amende à 30 francs avec sursis, assortis d'un délai d'épreuve de deux ans. À Lausanne, elles sont reconnues coupables de toutes les infractions reprochées et condamnées à une peine pécuniaire de 20 jours-amende à 20 francs avec un sursis de deux ans, à une amende de 300 francs ainsi qu'à payer un tiers des frais de procédure se montant à 1525 francs. Leurs avocates annoncent qu'elles déposeront un appel.

En parallèle, le 8 août dernier à Bâle, une condamnation pour viol est réduite de près d'un tiers, la Cour jugeant que la durée du viol – « seulement 11 minutes » – ainsi que la responsabilité partagée entre l'agresseur et sa victime, représentent des circonstances atténuantes.

La justice n'est pas une instance féministe. Elle n'a pas à cœur de défendre les droits des personnes discriminées en raison de leur genre ou de leur orientation sexuelle. Tout comme la police, elle est un outil de domination et d'oppression institutionnelle, de maintien de l'ordre capitaliste raciste et patriarcal. Ces trois événements ne sont qu'un exemple supplémentaire.

Face à l'intensification de la répression des mouvements sociaux qui luttent pour la fin des violences sexistes et sexuelles, contre les violences policières ou pour dénoncer l'urgence de la crise climatique, il est aujourd'hui nécessaire de créer des dynamiques d'auto-organisation – et d'auto-défense – larges.

Noémie Rentsch

Paru dans le n°393 de solidaritéS (Suisse)



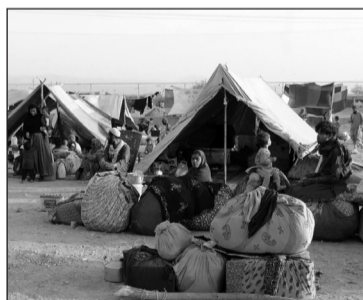
AFGHANISTAN Solidarité avec le peuple afghan, victime de l'impérialisme et des talibans

Les États-Unis et leurs alliés avaient promis que leur occupation apporterait le développement et libérerait les femmes du régime oppressif des talibans. Mais cela ne s'est pas produit.

Dès le début, l'occupation s'est appuyée sur la corruption, la violence et des accords avec des détenteurs de pouvoir répressifs et d'anciens seigneurs de guerre plutôt que sur un véritable soutien local. Comme le souligne l'Association révolutionnaire des femmes afghanes, « l'occupation n'a entraîné que des effusions de sang, la destruction et le chaos. Elle a fait de notre pays l'endroit le plus corrompu, le moins sûr, le plus mafieux et le plus dangereux, surtout pour les femmes ».

Les talibans consolident leur pouvoir par la violence

Les talibans consolident leur pouvoir par un mélange de stratégies. D'une part, ils se préparent et sont impliqués dans des assassinats ciblés de leurs opposants dans différentes régions d'Afghanistan ; d'autre part, ils tentent de gagner le soutien des chefs tribaux et des anciens fonctionnaires du gouvernement. Il s'agit de donner l'image d'un gouvernement inclusif. Ces gestes inclusifs ne sont rien d'autre qu'une farce. Avec Kaboul sous leur contrôle, les talibans peuvent



DR

se permettre le luxe d'accorder un partage du pouvoir symbolique en échange de la reconnaissance de leur régime.

Pour l'instant, les talibans travaillent toujours avec prudence à Kaboul, mais depuis quelques mois, ils font preuve de leur violence habituelle partout où ils sont présents. Les Nations unies elles-mêmes et Human Rights Watch ont fait des déclarations sur les crimes de guerre commis par les talibans au cours des dernières semaines. « Taliban » cela signifie « la barbarie est notre politique ». Leur véritable stratégie consiste à maintenir les gens dans la peur et à les discipliner par la terreur. Par conséquent, des peines sauvages (telles que couper le nez ou les

mains, les lapidations, les exécutions publiques, les largages d'hélicoptère) sont prononcées pour répandre la peur autant que possible. Ils brisent la résistance par la terreur.

La victoire des talibans n'est pas un signe de paix

La fois précédente, seuls les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et le Pakistan avaient reconnu le régime taliban. À présent, les gouvernements de Turquie, de Russie, de Chine, du Pakistan et d'autres pays signalent leur volonté de coopérer avec les talibans. Et si les politiciens des pays impérialistes occidentaux condamnent hypocritement la violence des talibans, ils laissent eux aussi ouverte la possibilité d'un « engagement » avec eux à l'avenir. L'histoire regorge d'exemples de soutien étatsunien aux mouvements réactionnaires, tant en Afghanistan que dans la région.

La victoire des talibans n'est donc pas un signe de paix mais ouvre une nouvelle phase de guerre civile. L'établissement d'un autre État fanatiquement religieux en Asie du Sud sera synonyme d'oppression

à l'intérieur de ses frontières et de promotion du sectarisme religieux dans toute la région. La paix restera insaisissable. La victoire des talibans est une mauvaise nouvelle pour les progressistes du monde entier. Notre critique des agents des États-Unis n'implique aucun soutien aux talibans.

Toute résistance populaire se heurtera à une répression brutale et à d'énormes obstacles. Pourtant, nous voyons des signes de résistance. Il n'est pas possible de soumettre le peuple afghan avec les fusils.

L'opposition à l'impérialisme et au régime réactionnaire des talibans doit se poursuivre. Seule la victoire des forces véritablement démocratiques et socialistes peut mettre un terme au futur bain de sang en Afghanistan. Les forces internationalistes progressistes et radicales doivent faire ce qu'elles peuvent pour atténuer la catastrophe en cours et ouvrir la voie à une alternative dans l'avenir. Le soutien aux organisations sociales en Afghanistan et aux droits sociaux et politiques de la diaspora exilée est essentiel à la formation d'une alternative à l'impérialisme et aux talibans.

Bureau exécutif de la Quatrième Internationale

Version intégrale sur fourth.international



20 ANS APRÈS LE 11 SEPTEMBRE 2001,

OÙ VA LA « GUERRE CONTRE LE TERRORISME » ?

Vingt ans après les attentats du 11 septembre 2001, nous nous proposons de revenir, dans ce dossier, sur le bilan de la « guerre contre le terrorisme » alors initiée par les USA. En n'oubliant pas le rôle qu'y a joué la France...

L'IMPÉRIALISME US, DU 11 SEPTEMBRE 2001 À LA CHUTE DE KABOUL

La justification de l'essentiel de l'effort de guerre lancé dans le sillage du 11 septembre n'avait pas grand-chose à voir avec la « guerre contre le terrorisme » qui lui servait d'étendard. Il s'agissait d'une guerre pour un nouveau siècle américain, une guerre pour l'expansion et la consolidation de l'emprise impériale américaine.¹

Au-delà de la suppression de la base d'Al-Qaïda dans ce pays, l'Afghanistan était avant tout l'occasion de s'emparer d'une position militaire stratégique en Asie centrale. Étendue par le biais d'installations militaires dans les anciennes républiques soviétiques voisines, cette position était idéalement située entre le continent européen de la Russie et la Chine, les deux « concurrents pairs » potentiels contre lesquels la planification militaire américaine de l'après-guerre froide avait été conçue. Pour l'Irak, les intérêts étaient beaucoup plus évidents : un pays disposant d'énormes réserves de pétrole situé au cœur de la région très prisée du Golfe. La domination de la région avait été une priorité de l'après-guerre froide pour Washington, tant pour l'importance stratégique du contrôle de l'accès à ses ressources en hydrocarbures que pour l'importance économique de la sécurisation du flux de ses pétrodollars pour l'achat d'armement américain et de bons du Trésor américain.

Deux types de guerre

La différence entre les intérêts stratégiques en Afghanistan et en Irak a déterminé deux types de guerre très différents. La guerre en Afghanistan a commencé d'une manière qui semblait encore conforme aux



leçons de l'après-Vietnam : en 2002, première année de la guerre américaine en Afghanistan, seuls 9 700 soldats américains étaient déployés dans ce pays (ainsi que 4 800 autres troupes étrangères alliées). Washington a sécurisé les sites de base et s'est principalement appuyé sur les combattants anti-talibans locaux de l'Alliance du Nord pour combattre les talibans sur le terrain. Les États-Unis ont toutefois négligé une leçon essentielle

de l'après-Vietnam, en poursuivant un objectif de construction de l'État. Cela a inévitablement impliqué une « escalade » dans la tentative de sécuriser le contrôle du pays par le gouvernement fantoche que les États-Unis ont installé à Kaboul. Pourtant, le nombre de troupes américaines déployées en Afghanistan était inférieur à 25 000 en 2007, six ans après le début des opérations. À titre de comparaison, le nombre de troupes déployées en Irak dès

le début : près de 142 000 en 2003, un niveau qui s'est plus ou moins maintenu jusqu'à la première année de présidence de Barack Obama, après quoi les effectifs ont diminué au cours des deux années suivantes afin d'achever le retrait prévu pour la fin 2011. Washington n'était en fait guère en mesure d'envoyer beaucoup plus de troupes en Irak : le Pentagone avait averti Rumsfeld que le contrôle de l'Irak ne nécessiterait pas moins que le double

des effectifs qui y avaient été envoyés en 2003 – un effort qui aurait dangereusement étiré les capacités militaires américaines et n'aurait pas été viable au-delà d'une courte période. Mais les ténors de l'administration Bush se sont obstinés à penser que les troupes américaines allaient être « accueillies en libérateurs » par la plupart des Irakiens. Ce niveau extrême d'auto-illusion et de vœux pieux les a conduits à mener l'occupation de l'Irak en violation totale des leçons de l'après-Vietnam. L'Irak s'est rapidement transformé en un borbier pour les troupes américaines. Les insurgés recouraient massivement aux attentats suicides et agissaient principalement au sein d'une population arabe sunnite sympathisante. Le borbier s'est transformé en catastrophe en 2006, lorsque les troupes d'occupation américaines se sont retrouvées impliquées dans une guerre civile sectaire.

Échecs en Irak... et en Afghanistan

L'échec en Irak était devenu flagrant, et la classe dirigeante américaine a tiré la sonnette d'alarme. Une commission bipartisane du Congrès a conçu une stratégie de sortie fondée sur un changement radical de tactique, et Rumsfeld a été contraint de démissionner. Le « surge », comme on l'appelait, consistait en une forte augmentation temporaire des troupes américaines (jusqu'à 157 800 en 2008) pour porter un coup dur à Al-Qaïda, en tandem avec les tribus arabes sunnites, dont l'allégeance était achetée à cette fin. Comme cela a coïncidé avec les conflits sectaires, la perception des troupes américaines comme agissant en faveur de la majorité arabe chiite a fait place à une vision de celles-ci comme un bouclier pour la minorité arabe sunnite. Cela n'a fait qu'accroître la pression exercée par les forces chiites dominantes soutenues par l'Irak pour mettre fin à la présence des troupes américaines. Ainsi, bien que le « surge » ait réussi à vaincre et à marginaliser Al-Qaïda (entre-temps rebaptisé État islamique d'Irak), il n'était plus possible pour Washington de maintenir sa présence de combat dans ce pays.

En 2008, Bush a conclu un accord avec le gouvernement irakien pro-Irak (lui-même issu d'élections imposées à l'occupant par une mobilisation massive des chiites au cours de la deuxième année d'occupation) : les troupes américaines évacueraient les villes irakiennes l'année suivante et l'ensemble du pays d'ici la fin 2011. Fier de son opposition à l'occupation de l'Irak en 2003, Obama a volontiers tenu cet engagement. Mais il ne fallait pas s'y tromper : les États-Unis venaient de subir une nouvelle lourde défaite.

La défaite américaine en Irak a eu d'énormes conséquences. Elle a puissamment ravivé le « syndrome du Vietnam » et a énormément affecté la « crédibilité » de Washington. Plutôt que de dissuader leurs adversaires, les États-Unis les ont en fait enhardis, en particulier au Moyen-Orient : l'Irak a largement étendu son implication militaire régionale après 2011 ; l'État islamique en Irak, devenu État islamique en Irak et en Syrie (ISIS / Daesh), s'est reconstruit en Syrie et, de là, a envahi une énorme partie du territoire irakien en 2014 ; et

la Russie est intervenue massivement en Syrie à partir de 2015. Par rapport à cela, la défaite en Afghanistan est beaucoup moins importante, bien qu'elle soit beaucoup plus spectaculaire. Obama pensait qu'il pourrait sortir les États-Unis de ce pays avec un remake du « surge » irakien. Il a plus que doublé le nombre de soldats américains au cours de sa première année de présidence, le portant à 68 000, pour atteindre un pic de 90 000 en 2010-2011. Il l'a ensuite ramené de 60 000 en 2013 à 29 000 en 2014, après avoir décidé en 2013 que les troupes américaines ne s'engageraient plus dans des opérations de combat et se limiteraient à assister les forces gouvernementales afghanes soutenues par les États-Unis. En parallèle, son administration a entamé des pourparlers avec les talibans à Doha, la capitale du Qatar. L'année suivante, Obama a annoncé un calendrier pour le retrait de la plupart des troupes américaines d'ici à la fin de 2016. En 2015 et 2016, il ne restait pas plus de 7 000 soldats américains en Afghanistan.

Le facteur État islamique

Le facteur qui a ramené l'armée américaine en Irak et en Syrie en 2014 est le même qui a prolongé l'engagement américain en Afghanistan au-delà de 2016 : l'État islamique, dont la franchise d'Asie centrale, l'État islamique de la province de Khorasan (IS-K), est apparue en Afghanistan. En tuant Oussama ben Laden en 2011, Obama avait vu la « mission accomplie » de la guerre contre le terrorisme, permettant un retrait d'Afghanistan sans perdre la face. Le déferlement de l'IS-K a annulé cette prétention.

Cela explique la décision, par ailleurs incompréhensible, de Donald Trump d'augmenter à nouveau le nombre de troupes américaines en Afghanistan, le doublant à 14 000 au cours des deux premières années de son mandat, malgré sa rhétorique « isolationniste » et ses promesses répétées de mettre fin aux guerres américaines en cours. C'était le « sursaut » de Trump après celui d'Obama, dans le but de garantir les conditions d'un retrait définitif des troupes. Il a ensuite ramené le nombre de soldats américains à 8 500 en 2019, tout en intensifiant les négociations de Doha avec les talibans.

Après avoir conclu un accord avec ces derniers en février 2020, Trump a encore réduit le nombre de troupes américaines en s'engageant à achever leur retrait d'ici le 1^{er} mai 2021. Dans le cadre de cet accord, il a contraint le gouvernement fantoche de Kaboul à libérer 5 000 prisonniers, comme l'exigeaient les talibans – un coup de pouce majeur pour eux. En novembre, l'administration Trump sortante a décidé de réduire encore le nombre de troupes américaines en Afghanistan pour le ramener au strict minimum de 2 500 hommes seulement, à la veille de céder la Maison Blanche à Biden en janvier 2021.

Entre-temps, l'IS-K était devenu un centre d'intérêt majeur pour les États-Unis en Afghanistan. Lorsque Trump, trois mois après son investiture, a largué « la mère de toutes les bombes » (la plus puissante bombe non nucléaire des États-Unis) en Afghanistan, ce n'était pas contre les talibans mais contre IS-K. L'Afghanistan s'était transformé en une

CONTRE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS: NI GUERRES NI ÉTAT DE GUERRE!

La déroute du régime issu de l'occupation de l'Afghanistan semble clore 20 ans de « guerre contre le terrorisme », officiellement déclarée après les attentats du 11 septembre 2001. Cette guerre se poursuit pourtant comme le 29 août 2021 où des bombardements US ont encore tué sept enfants en Afghanistan. C'est encore au nom de la « guerre contre le terrorisme » que la France a occupé et bombarde le Sahel, ce que nous dénonçons à l'occasion du Sommet France-Afrique du 7 au 10 octobre à Montpellier. Ci-dessous la déclaration adoptée à la dernière assemblée générale du collectif Ni guerres ni état de guerre, auquel participe le NPA.

Depuis 2001, la France est engagée dans la « guerre contre le terrorisme » initiée par les USA et à laquelle participent la plupart des grandes puissances : occupation de l'Afghanistan depuis 2001, soutien à l'occupation de la Cisjordanie par Israël à partir de 2000 et blocus et bombardements de Gaza depuis 2005, opérations françaises Serval puis Barkhane au Mali, puis au Burkina Faso, en Mauritanie, au Niger et au Tchad depuis 2014, bombardements et déploiement de troupes contre l'État islamique en Irak à partir de l'été 2014, puis en Syrie. Cette « guerre contre le terrorisme » justifie et passe aussi par le soutien aux crimes de l'occupation contre le peuple palestinien, ainsi qu'aux régimes dictatoriaux d'al-Sissi en Égypte, d'Idriss Déby au Tchad et du Maréchal Haftar en Libye.

1) La « guerre contre le terrorisme » nous désigne comme cible d'attentats

La « guerre contre le terrorisme » n'a en rien empêché les attentats qui se sont multipliés depuis 2015, elle nous a même désignés comme cible.

Selon une des nombreuses études sur le sujet, « les pays "interventionnistes" sont, statistiquement, 55 fois plus touchés par les attentats "terroristes" transnationaux que les pays non-interventionnistes. »¹

On ne saurait le dire mieux que l'un des participants direct à cette guerre, le colonel français Legrier, engagé en Afghanistan puis en Irak : « Nous avons détruit massivement les infrastructures et donné à la population une détestable image de ce que peut être une libération à l'occidentale, laissant derrière nous les germes d'une résurgence prochaine d'un nouvel adversaire. Nous n'avons en aucune façon gagné la guerre. »

2) La « guerre contre le terrorisme » justifie les lois liberticides et entraîne le développement de l'islamophobie

24 lois « antiterroristes » ont été votées depuis 1986. Ces lois votées en urgence sont quasi systématiquement devenues permanentes, et leur cible s'est étendue à toute contestation de l'État.

Deux nouvelles lois viennent encore d'être ajoutées : la loi de « sécurité globale » qui renforce les pouvoirs de la police et limite encore les libertés publiques, et la loi « séparatisme » pudiquement renommée « loi confortant le respect des principes républicains » qui ajoute de nouvelles mesures d'exception visant les musulmanes et leurs organisations : « contrat d'engagement républicain », obligation d'une nouvelle déclaration préalable en préfecture pour les associations



DR

culturelles ; les libertés fondamentales d'association, d'expression, d'enseignement et de culte sont menacées.

La spirale de violence initiée par la « guerre contre le terrorisme » débouche sur une nouvelle étape en France même : interdiction de Baraka City et du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), fermetures d'écoles et de mosquées, plusieurs milliers de perquisitions en 2015-2016 et 2020, arrestations et intimidations, diffusion toujours plus large des thèses racistes encouragée par le pouvoir.

3) La « guerre contre le terrorisme » est un crime qui vise à l'assujettissement des peuples aux puissances impérialistes

20 ans après son déclenchement officiel, la « guerre contre le terrorisme » apparaît d'abord comme une guerre sans fin, et qui ne cesse de s'étendre à travers le monde. Les États-Unis et leurs alliés ont largué plus de 326 000 bombes et missiles depuis 2001 dont plus de 152 000 en Irak et en Syrie. Cela représente une moyenne de 46 bombes et missiles par jour pendant près de 20 ans. Aucun de ses objectifs affichés n'a été atteint : les attentats se multiplient en réponse aux bombardements des puissances, et les États (Afghanistan, Irak) que les occupations prétendaient démocratiser sont détruits.

Son bilan humain est monstrueux : plusieurs centaines de milliers de morts, en Irak, en Afghanistan, et au Pakistan. Des villes comme Mossoul en Irak (2 millions d'habitants avant-guerre) rasées à 80 %, plus de 37 millions de personnes déplacées après avoir vu leur vie réduite en cendres par les bombardements des grandes puissances.²

À ces millions de réfugiés fuyant leurs pays ravagés par la guerre prétendument menée pour les libérer, les puissances impérialistes n'offrent rien d'autre que

la traque policière, les barbelés des camps de rétention.

Au Sahel, cette guerre ne cesse de s'approfondir et affecte de plus en plus directement les populations civiles, comme l'illustre une nouvelle fois le bombardement par l'armée française du village de Bounti au Mali le 3 janvier 2021, qui a tué 19 civils participant à un mariage. Sachant aussi que de nombreux massacres de civils sont perpétrés par des armées locales largement équipées et formées par la France. Elle est l'occasion d'un renforcement de l'occupation directe par l'armée française, par laquelle la France cherche à maintenir sa place sur la scène internationale, son ingérence politique dans les pays africains et ses intérêts économiques régionaux dans le cadre du pillage de l'Afrique.

Les crimes commis contre les civils à une échelle de masse, la destruction des villes et des nations, les occupations militaires directes, le soutien aux dictateurs, trahissent le fait que la « guerre contre le terrorisme » est une guerre contre les peuples qu'elle vise à assujettir par la terreur.

Pour la liberté des peuples écrasés par les puissances impérialistes, pour nos libertés ici, parce que nous ne voulons plus compter les morts ici et ceux encore plus nombreux tués en notre nom, nous appelons à refuser la « guerre contre le terrorisme », à lutter pour l'arrêt des bombardements et des occupations militaires, l'arrêt des ventes d'armes et du soutien aux régimes écrasant les peuples.

1 – Alex Braithwaite, « Transnational Terrorism as an Unintended Consequence of a Military Footprint », *Security Studies*, vol. 24, 2015-2.
2 – David Vine, Cala Coffman, Katalina Khoury, Madison Lovasz, Helen Bush, Rachael Leduc et Jennifer Walkup, « Creating Refugees: Displacement Caused by the United States' Post-9/11 Wars », septembre 2020, en ligne sur https://watson.brown.edu/costsofwar/files/cow/imce/papers/2020/Displacement_Vine%20et%20al_Costs%20of%20War%202020%2009%2008.pdf

guerre hobbesienne, une guerre de tous contre tous impliquant trois camps : le gouvernement de Kaboul soutenu par les forces américaines, les Talibans et l'IS-K. Dans cette situation sans issue, les États-Unis ont même exécuté des frappes pour soutenir la lutte des talibans contre l'IS-K. En témoigne la récente allusion du président des chefs d'état-major interarmées nommé par Trump, Mark Milley, à une future coordination entre les États-Unis et les talibans pour des frappes en Afghanistan contre l'IS-K ou des groupes similaires. D'autre part, le retrait progressif des troupes américaines d'Afghanistan a prouvé que les forces afghanes encouragées par les États-Unis ne faisaient pas le poids face aux talibans. Comme en 1996, lorsqu'ils ont pris le pouvoir, il n'était pas difficile pour les Talibans d'opposer leur puritanisme à la corruption de leurs rivaux. Entre 1992 et 1996, l'Afghanistan avait été gouverné par des seigneurs de la guerre pour la plupart corrompus et occupés à se battre entre eux. Le gouvernement de Kaboul que l'administration Bush a chargé Hamid Karzai de former était lui aussi très corrompu, et de surcroît sous la coupe d'un étranger. Un gouvernement avec si peu de crédit ne peut pas motiver les troupes à risquer suffisamment leur vie pour le maintenir au pouvoir.

Biden et les leçons stratégiques de l'après-Vietnam
La situation créée à Kaboul par l'effondrement du gouvernement afghan a été comparée à Saïgon en 1975, avec ses images tristement célèbres de l'évacuation de l'ambassade américaine par hélicoptère. Mais le régime fantoche sud-vietnamien avait en fait plus de racines propres que le gouvernement de Kaboul, car il était la continuation d'un régime dont l'existence précédait l'intervention américaine de 1965. Le régime sud-vietnamien a résisté pendant deux ans après le retrait américain du Vietnam en 1973 à une formidable armée populaire que les États-Unis n'avaient pas été en mesure de soumettre avec plus d'un demi-million de soldats – un ennemi qui bénéficiait, à ce moment-là, d'un soutien officiel étranger et populaire plus important que celui des Talibans.

« Frapper sans que les Américains ne soient présents sur le terrain »
Cela nous amène à un dernier point crucial : la révision stratégique post-Vietnam n'était pas

destinée à inaugurer une nouvelle ère pacifiste dans la politique mondiale des États-Unis. Elle visait seulement à ajuster les expéditions impérialistes américaines à ce qui est militairement le plus efficace et politiquement le moins coûteux.

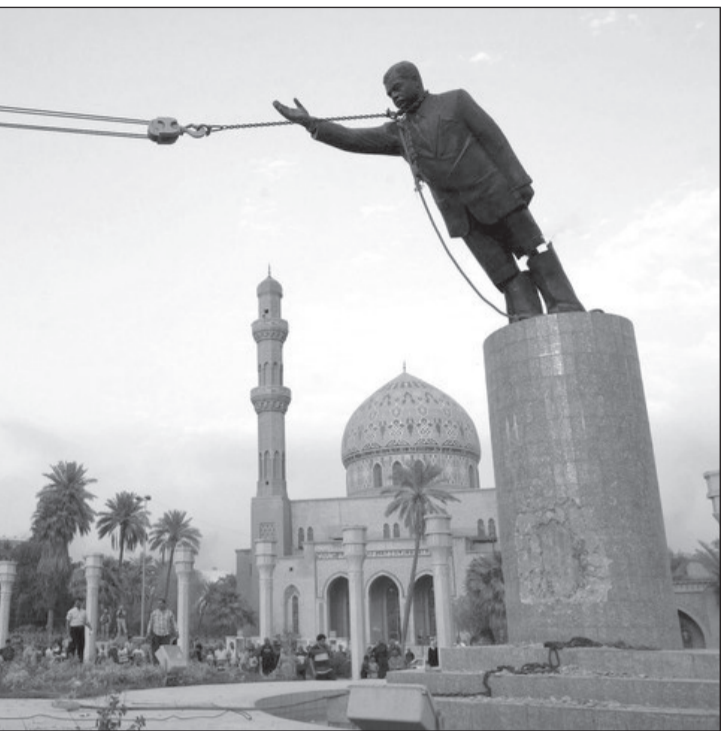
Barack Obama s'est conformé aux règles de l'après-Vietnam en recourant très largement (bien plus que George W. Bush) à la guerre à distance sous forme de drones. Trump a emprunté la même voie et, en plus, il a rendu l'utilisation des drones encore plus impunie. Fait remarquable, Trump et Biden ont tous deux inauguré leur présidence par des frappes de missiles à longue portée en Syrie, afin de montrer leur volonté de s'engager dans des utilisations de la force à distance. C'est, ainsi, ce que Biden a promis dans son allocution déjà citée : « Nous allons poursuivre la lutte contre le terrorisme en Afghanistan et dans d'autres pays. Nous n'avons simplement pas besoin de mener une guerre terrestre pour le faire. Nous disposons de ce que l'on appelle des capacités "over-the-horizon", ce qui signifie que nous pouvons frapper les terroristes et les cibles sans que les Américains ne soient présents sur le terrain – ou très peu, si nécessaire. »

Plus que jamais, c'est en cela que consisteront les actions impérialistes américaines à l'avenir : des frappes à différentes échelles, depuis les assassinats individuels par drone jusqu'aux frappes aériennes ou de missiles ciblées, ainsi qu'une volonté permanente d'exercer une « supériorité écrasante » en détruisant un pays comme l'Irak a été détruit en 1991 – sans s'impliquer dans la construction de l'État.

Avec le retour du « syndrome du Vietnam », il existe une forte méfiance à l'égard des expéditions étrangères à grande échelle parmi le public américain, y compris les militaires américains. Mais le mouvement anti-guerre accorde beaucoup moins d'attention lorsqu'il s'agit des massacres endémiques perpétrés par les États-Unis au moyen de drones et de frappes ponctuelles. Le mouvement anti-guerre doit considérer ces actions pour ce qu'elles sont clairement : des actes de guerre – et se mobiliser contre leur poursuite ainsi que contre des expéditions impérialistes plus massives.

Gilbert Achcar

1 – Extrait de « The US Lost in Afghanistan. But US Imperialism Isn't Going Anywhere », *Jacobin*, 4 septembre 2021. Traduction J.S.



DR

DR

RENNES Halte à la répression syndicale!

Le 21 août, après une commission disciplinaire début juillet, le rectorat de Rennes a notifié à un enseignant syndicaliste, Édouard Descottes, sa mutation d'office dans un collège de la banlieue de Rennes. Il perd ainsi le poste qu'il occupait depuis des années.

Les motifs? Des reproches d'ordre pédagogique sur son manque « [d']assiduité à remplir ses cahiers de texte numériques » ou ses difficultés à « terminer ses programmes »... Tout cela lors de ces deux dernières années bousculées par la crise sanitaire et alors que les personnels et les élèves étaient largement livrés à eux et elles-mêmes. À ce titre, les près de 800 000 enseignantEs pourraient être inquiétéEs. Mais ne nous y trompons pas, la véritable affaire se trouve dans les sanctions pour fait syndical.

Des sanctions très politiques

Et là les motifs se font bien plus politiques : il lui est reproché d'avoir animé dans son lycée la mobilisation contre la réforme Blanquer en janvier 2020 et d'avoir « instrumentalisé ses élèves ». N'en déplaise au recteur de Rennes ou à Jean-Michel Blanquer, convoquer des heures d'infos syndicales, mobiliser ses collègues et se mettre en grève sont encore des activités légales en France. Quant aux élèves, ils et elles avaient parfaitement compris par eux et elles-mêmes le scandale que constituaient les épreuves d'E3C et de casse du bac. Pire, il est reproché à Édouard Descottes son engagement de militant en faveur d'élèves sans-papiers scolarisés au lycée. Depuis plusieurs années, élèves, enseignantEs et parents se mobilisent dans ce lycée contre les expulsions de plusieurs de leurs camarades : et la mobilisation paye puisque ces élèves et leurs familles ont pu rester en France et obtenir des titres de séjour.

Des 4 de Melle à la sanction contre Édouard en passant par les collègues de Bordeaux, Bobigny, Clermont-Ferrand..., Blanquer a entrepris une véritable mise au pas des enseignantEs par une répression tous azimuts de quiconque conteste sa politique de casse de l'Éducation nationale.

Mais la mobilisation n'est pas en reste : près de 200 personnes étaient présentes début juillet pour la commission disciplinaire d'Édouard Descottes, une centaine encore vendredi 27 août. Des AG ont lieu dans son lycée, un comité de soutien a été mis en place et les collectifs de soutien aux sans-papiers de Rennes lui affirment leur solidarité. Une quarantaine de profs se sont mis en grève le jour de la rentrée, avec un important rassemblement devant le lycée. Le NPA Rennes sera bien évidemment présent auprès de ce camarade pour lui porter notre solidarité et construire la mobilisation contre Blanquer et un gouvernement qui n'ont que la matraque pour imposer leur agenda.

CorrespondantEs



NPA

ÉCOLOGIE Contre les bassines : on était là et on reste mobiliséEs!

Un millier de personnes se sont rassemblées dimanche 5 septembre, à l'appel des collectifs de lutte contre les bassines, à Saint-Sauvant dans la Vienne.

Les bassines, ces immenses retenues d'eau artificielles, sont un projet productiviste, anti-écologique, qui est rejeté par des milliers d'habitantEs, petits paysanNEs, éluEs. Les militantEs du NPA aussi s'y opposent.

Drapeaux rouges et verts au vent

D'ailleurs, des camarades des Deux-Sèvres, de la Vienne et de la Charente étaient là, avec Philippe Poutou, notre porte-parole et candidat à la présidentielle, pour apporter notre solidarité. Notons également la présence de la



NPA

maire écologiste de Poitiers, Léonore Moncond'huy, de la députée de La France insoumise, Mathilde Panot, et de dizaines de militantEs de la

Confédération paysanne, d'Attac, d'EÉLV, d'Extinction Rebellion, d'éluEs locaux. Ensemble, drapeaux rouges et verts au vent, derrière la

marionnette géante Lili de la compagnie L'Homme debout, nous sommes allés, pour marquer notre opposition, planter des pigouilles¹ sur le site où une bassine doit être implantée.

Pour une agriculture paysanne et biologique, pour l'eau publique comme bien commun, pour la sauvegarde des écosystèmes... La solution, c'est un changement révolutionnaire de la société, une solution anticapitaliste et écosocialiste.

Et c'est par nos luttes, à toutes et à tous, que nous saurons imposer ce changement. Avec Philippe Poutou, et nos militantEs, c'est ce programme alternatif que nous porterons à l'élection présidentielle de 2022.

NPA Poitiers

1 - Les pigouilles sont des bâtons servant de perches pour faire avancer les bateaux à fond plat dans le marais poitevin.

ÉDUCATION

Quand Macron rêve de l'École, ça nous donne des cauchemars

Un destructeur de l'École publique peut en cacher un autre. C'est ce que l'on s'est dit en entendant les annonces du président de la République à Marseille la semaine dernière. C'est que, trop habitués aux provocations du ministre Blanquer, on en aurait presque oublié celui qui l'a nommé à ce poste...

Alors qu'à Marseille, comme dans beaucoup d'autres quartiers partout en France, l'école publique souffre d'un manque de moyens matériels et humains, le docteur Macron a dévoilé, à la surprise générale, une série de remèdes encore pires que le mal... Les classes sont surchargées, les locaux délabrés au point qu'il pleut dans les salles, que des rats gambadent dans les couloirs et que les murs s'effondrent? La solution, bien sûr, c'est de détruire les statuts de la fonction publique!

Recruter les profs comme dans le privé

Du milliard précédemment évoqué, qui ne suffirait même pas à rénover les 174 écoles identifiées comme vétustes, il n'est plus question. Par contre, par un habile tour de passe-passe, Macron nous ressort l'une des plus vieilles lubies libérales : la fin de la règle d'affectation des fonctionnaires enseignants, et l'expérimentation de leur recrutement (et on l'imagine... de leur licenciement aussi) directement par leur directeur d'école.

Colère et déception chez les personnels de l'éducation marseillais, qui ne s'attendaient probablement pas à ce que la visite du président se transforme en basse récupération de leurs conditions de travail pour mettre en place le new public management. On voit mal, également, ce que cette expérimentation, pour l'instant limitée à 50 écoles à partir de l'année prochaine, mais appelée à s'étendre, pourrait apporter comme solution à la crise du recrutement et à la flambée des démissions

dans l'Éducation nationale. Tout comme la réforme de la place des concours et de la formation qui se met en place cette année, cette mesure ne ferait en fait qu'aggraver la crise et accroître la pénurie de volontaires.

Calcul politique

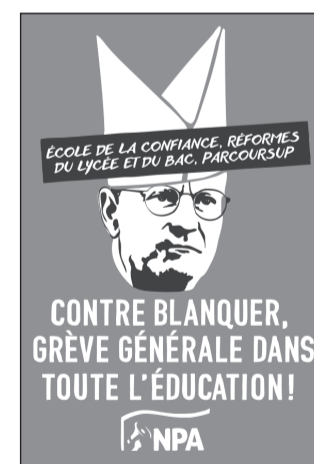
Si on était cynique, on dirait sans doute que Blanquer et Macron ont conscience de tout cela, mais qu'ils poursuivent un autre but : celui d'installer l'idée que, si l'École va mal, ce n'est pas à cause des réformes destructrices qui se succèdent depuis des années, et dont le rythme s'est accéléré depuis Blanquer, mais à cause d'une erreur de « casting » ou d'un manque de motivation. En gros, que c'est à cause des profs.

À quelques mois de la présidentielle, il s'agit évidemment d'un calcul politique assumé. Blanquer, qui va battre le record de longévité au poste de ministre de l'Éducation de la 5^e République, n'est pas que le « vieil oncle réac » à la table du macronisme. Il en est bien l'un des éléments centraux, et l'épisode de Marseille le montre, puisque Macron a pioché son idée du recrutement par les directeurs directement dans les écrits de son fidèle ministre.

Alors qu'élèves et enseignantEs ont repris le chemin des écoles avec des taux d'incidence largement au-dessus des taux d'alerte et un protocole sanitaire totalement à côté de la plaque, ils ne tirent pas vraiment de consolation de voir que l'Éducation va tenir une telle place dans le débat des présidentielles. Caméras dans les collèges et lycées, instrumentalisation raciste de la laïcité, mépris des pauvres accusés de dilapider leurs allocs en écrans plats, et maintenant haine des profs, dont le statut serait la cause de tous les maux de l'École...

« Toutes ces innovations, on en rêve » a conclu Emmanuel Macron à Marseille. Nous ce dont on rêverait, c'est plutôt que les mouvements de grève ou d'annulation de la rentrée, comme à Querqueville dans la Manche, se cristallisent à partir de la journée de lutte du 23 septembre, et donnent un grand coup de balai dans cette politique de destruction des services publics et en particulier de celui de l'École.

Raphaël Alberto



VISITE DE MACRON Marseille en grand... foutage de gueule

Les derniers dramatiques règlements de comptes ont été pour Macron l'occasion de lancer sa campagne présidentielle depuis la cité phocéenne sous le signe de « Marseille en Grand ».

En visite à la cité Bassens dans le 15^e, le Président des riches en bras de chemise a rencontré le « peuple ». Et sans surprise, LA réponse magique, c'est renforcer le dispositif répressif avec 150 millions d'euros, 200 policiers et 500 caméras de surveillance de plus. En d'autres termes : la répression aveugle pour concurrencer le RN sur le terrain de l'insécurité.

Comme si l'augmentation du trafic de drogues et toutes les violences qui vont avec n'étaient qu'une affaire de truands, déconnectée du terrain social. La misère, l'exclusion, le chômage et la précarité enkystés surtout dans les quartiers nord de la ville, les générations de MarseillaisEs qui n'ont jamais vu ou presque leurs parents avoir un travail fixe, qui n'ont jamais vécu dans des

INÉGALITÉS SOCIALES Pauvreté, dépenses contraintes : la crise frappe durement les plus modestes

Contrairement à ce que le gouvernement a tenté de faire croire, le niveau de vie moyen a baissé en France en 2020.

Ainsi, le « revenu disponible ajusté » (qui tient compte de tous les transferts publics reçus par les ménages) a baissé de 1,5% quand on tient compte de l'inflation et de l'évolution démographique. Derrière cette moyenne se cache de grandes disparités : les plus précaires ont vu leur niveau de vie s'effondrer pendant que les plus riches ont vu leur épargne (et leur patrimoine immobilier) s'envoler.

Les travailleurEs les plus modestes ont vu leur revenu baisser en 2020

Une récente note de l'INSEE¹ indique qu'une personne sur cinq est en situation de pauvreté monétaire (niveau de vie inférieur à 60% du niveau de vie médian) ou de privation matérielle et sociale (non accès aux biens et services fondamentaux). C'est beaucoup plus pour les familles monoparentales (42% sont affectées par au moins un type de pauvreté) et les couples avec trois enfants ou plus (33%). Pour bien appréhender l'ampleur des inégalités, il ne faut pas se



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

focaliser uniquement sur les revenus. Il faut également s'intéresser aux dépenses des ménages. Une récente note de France Stratégie² montre très clairement que la part des « dépenses pré-engagées » (dépenses contraintes à court terme car dépendant d'un contrat : loyers, remboursements d'emprunts, assurances...) dans la consommation est bien plus forte chez les plus pauvres. Elle est chez elles et eux de 41% (en 2017) contre

28% chez les plus aisés. Cet écart tend à s'accroître avec le temps, si bien que les inégalités de « revenu arbitraire » (une fois déduits les dépenses pré-engagées) tendent à augmenter. Si on s'intéresse également aux dépenses « peu compressibles »³, comme l'alimentation ou les transports, on constate que leur part est aussi plus importante dans la consommation des plus pauvres. Pour résumer, les travailleurEs les plus modestes ont vu leur revenu

baisser en 2020 alors que la part de leurs dépenses contraintes ne fait qu'augmenter, notamment les loyers (sur fond de flambée des prix immobiliers qui bénéficie avant tout aux plus riches). Dans le même temps, le coût d'une vie décente augmente bien plus vite que l'inflation officielle. Quand on creuse un peu, le tableau est ainsi bien plus sombre que ce qu'indiquent à première vue les statistiques officielles. Ce qui limite encore la casse pour les plus pauvres, ce sont les dépenses sociales (allocations chômage, pensions de retraite...), qui sont plus que jamais dans le viseur du gouvernement, pour lequel la priorité est à la réduction du déficit public et aux dépenses « utiles », c'est-à-dire celles qui subventionnent les capitalistes.

Gaston Lefranc

1 – « Une personne sur cinq est en situation de pauvreté monétaire ou de privation matérielle et sociale - Insee Focus - 245 ».

2 – « Les dépenses pré-engagées : près d'un tiers des dépenses des ménages en 2017 »

3 – INSEE, « Quel lien entre pouvoir d'achat et consommation des ménages en France – Entre risques commerciaux et soutiens budgétaires »

CAMPAGNE SUR LA LAÏCITÉ Un racisme d'État qui ne se cache presque plus

Le ministre de l'Éducation Blanquer et la ministre déléguée à l'Intégration Schiappa voulaient reprendre le fil de leur instrumentalisation du thème de la laïcité. C'est chose faite avec le lancement d'une campagne d'affichage plus que malaisante dans les établissements scolaires.

Les affiches présentent des enfants identifiables seulement par leur visage et leur prénom. Elles indiquent que la laïcité leur permettrait d'obtenir les mêmes chances de faire des choses parfois assez banales : « Permettre à Sacha et Neissa d'être dans le même bain. C'est ça la laïcité », « Permettre à Milhan et Aliyah de rire des mêmes histoires. C'est ça la laïcité », etc. À première vue, on ne comprend pas bien ce que vient faire le thème de laïcité dans cette histoire, puisqu'il n'est fait mention de la religion que sur une affiche sur laquelle est marqué : « Donner le même enseignement à Romane, Elyjah et Alex, quelles que soient leurs croyances » Le reste n'est qu'injonctions abstraites à l'égalité et à la diversité dont on ne comprend pas directement par quoi elles seraient menacées par de quelconques manquements à la laïcité.

« C'est ça la laïcité » ou « C'est ça les musulmans » ?

Le recours à des prénoms « connotés », articulés aux apparences physiques des personnes, exprime la volonté de mise en scène d'individus racisés dans ces messages. Face au tollé provoqué par le dévoilement des affiches, le ministre Blanquer explique que la laïcité c'est le « vivre ensemble » et qu'il n'aurait pas fait attention aux couleurs de peau des enfants sur les affiches. Il s'agit bien entendu d'un mensonge grossier de la part du ministre : avec cette campagne, il indique clairement sous forme de clin d'œil ce que le gouvernement considère être une menace pour la société – l'islam, et plus généralement les populations racisées – et liste des actions et comportements vus comme des problèmes pour le « vivre ensemble ». Exemple avec l'affiche concernant Sacha et Neissa qui sont « dans le même bain » : cette affiche sous-entendrait-elle que Neissa ne pourrait pas y être si elle voulait porter un burkini ? Ou que tout simplement, sans la « laïcité », elle aurait toujours refusé d'aller se baigner ?

Comme le souligne la sociologue Kaoutar Harchi dans un tweet en réaction à cette campagne : « C'est le racisme anti-musulman qui est constitué comme source d'inspiration de la construction d'une campagne publique. Un racisme qui fait état de ce que l'État sait des "musulmans" et de ce que la population doit en savoir à son tour. C'est fascinant de constater à quel point le discours sur la laïcité produit ce qu'on pourrait appeler un racisme en pli. Il suffit de déplier l'image comme on déplie un bout de papier et en une fraction de seconde on lit le véritable message : "C'est ça les musulmans." »

Quelle que soit la signification qu'on met derrière le terme de laïcité, cette campagne d'affichage est raciste, et, derrière les parures des « valeurs de la République », elle s'inscrit dans un climat nauséabond de suspicion largement entretenu par le gouvernement. Au-delà de Sud Éducation qui s'est déjà exprimé, l'ensemble des syndicats de l'Éducation nationale devraient condamner fermement cette sinistre propagande dans tous les établissements où ils sont présents.

Édouard Soulier

BIOCOOP Face à la justice des patrons, les salariéEs licenciés continuent le combat

Jeudi 2 septembre, 3 ex-salariés de Biocoop-Retour à la Terre (LRT) licenciés pour faits de grève l'an dernier passaient devant le Conseil des prud'hommes de Paris, accompagnés par une cinquantaine de personnes venues les soutenir.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

peut compter sur sa justice, qui distingue arbitrairement les procédures pour décourager les salariéEs de contester leur licenciement et pour les isoler. En effet, Konstantin revendiquait de joindre son cas à celui

de Tiphaine, licenciée pour la même raison (« occupation illégale »). Mais la justice a refusé, sous prétexte qu'il et elle travaillaient sur deux sites différents. En parallèle, les patrons mentent éhontément pour alourdir son

dossier : la directrice du magasin prétend avoir « reçu des menaces de mort » suite à la médiatisation de la grève et affirme que les grévistes se seraient constitués en « commando » pour occuper un site ! Quant à Laetitia, licenciée pour « prise de parole non autorisée sur piquet de grève » retransmise en direct en ligne (elle avait dénoncé les agissements sexistes d'un cadre), elle voit sa procédure renvoyée dans 18 mois !

Pour autant les salariéEs licenciés ne baissent pas la tête, soutenus, unis et convaincus de pouvoir obtenir la nullité des licenciements. Rendez-vous donc, le 19 novembre pour le délibéré de Konstantin et tant qu'il le faudra pour lutter contre la répression patronale.

CorrespondantEs

La grève avait débuté en juillet 2020, à l'annonce par la direction de LRT (franchise de deux magasins) de la mise en vente des sites et de l'instauration du travail dominical. Malgré l'absence de traditions et d'organisation militantes, les salariéEs ont lutté plusieurs mois contre le travail du dimanche, pour une augmentation de salaire et l'obtention de deux jours de repos consécutifs.

« Prise de parole non autorisée sur piquet de grève »

Face à un rapport de forces constant, les patrons ont entamé trois procédures de licenciement pour briser la détermination et la cohésion du mouvement. En réponse à la répression, les salariéEs en grève lançaient l'occupation d'un magasin. Ce qui permit de faire reculer la direction sur le travail dominical. Mais celle-ci, revancharde, licencia trois salariéEs de plus après la signature d'un protocole de fin de conflit. Les ex-grévistes continuent aujourd'hui le combat aux prud'hommes. Mais le patronat

Des mots, rien que des mots...

Promis-juré, l'État va débloquer des moyens pour développer les transports (lignes de tram, bus à « haut niveau de service ») pour relier quartiers nord et sud. En réalité, une participation de 250 millions d'euros pour des projets annoncés depuis des années par la Métropole à l'horizon 2025.

Côté crise sanitaire, un allègement de 230 millions de la dette de l'AP-HM (sur près d'un milliard !), et une aide à la rénovation des hôpitaux publics dont 51% de l'équipement est vétuste.

Logement indigne ? Une aide à la rénovation de 15 000 d'entre eux sur 15 ans... La ville en compte 40 000 !

Éducation ? 25 ans de Gaudin ont laissé 175 groupes scolaires (sur 350) dans un état plus que lamentable. On avait bien avancé la somme d'1 milliard d'euros,

mais c'était avant. Macron nous dit que « les milliards ne règlent pas tout » (saut peut être pour ses amis actionnaires et banquiers !), que ces travaux « ne sont pas de la compétence de l'État », que cela va « créer un précédent »...

Alors que le Collectif des écoles de Marseille réclame, par exemple, des mesures de voirie pour sécuriser les abords des écoles, Macron répond par des caméras de vidéosurveillance ! Au total, le « milliard » annoncé n'est qu'un leurre puisqu'il ne concerne que des investissements prévus de longue date, voire des prêts.

Peu de moyens mais beaucoup de provocations

De plus, Macron a renouvelé les phrases méprisantes de Blanquer sur ces pauvres qui ne savent pas gérer leur budget et

les aides de l'État. Et question écoles, le problème serait qu'il y a trop de grèves des agents municipaux. Ben voyons ! Sur ce terrain, il avait été précédé par la nouvelle municipalité « de gauche » qui en janvier a limité le droit de grève avec la complicité de FO, CGC, UNSA... et de bien des élus dont on aurait pu attendre autre chose !

Mais Macron a LA réponse : une expérience va être menée sur 50 écoles dans lesquelles le directeur-manager recrutera lui-même ses enseignantEs. Voilà une idée qu'elle est bonne ! Comment ne pas y avoir pensé avant ? Une façon comme une autre de démanteler le statut de la fonction publique, si maigre rempart au clientélisme et à la privatisation rampante. Ne voulant pas être en reste sur la culture, Macron annonce la création de « grands studios cinématographiques

de la Méditerranée ». C'est sûr, avec des décisions comme ça, on avance...

Dans un centre-ville ultra quadrillé de bleu, il est regrettable que seuls quelques syndicats (CGT AP-HM et CGT Territoriaux) aient tenté d'exprimer leur colère. Au lycée Diderot, dans les quartiers nord, la banderole revendicative posée sur les grilles a dû être enlevée sous peine de « réquisition » par la police. « Marseille en grand » est surtout priée de se faire petite.

En finir avec les politiques libérales-capitalistes nécessitera des mobilisations bien plus déterminées et une riposte intersyndicale à la hauteur. Il n'y avait finalement que Mélenchon pour s'offusquer de voir Macron faire... sa campagne présidentielle. Il fallait peut-être s'y attendre, non ?

CorrespondantEs



logements autres que dégradés : tout ça ne compte pas.

Quelle réponse apportée aux familles touchées par ces maux et plus encore par la mort violente d'un de leurs enfants ? Rien si ce n'est 30 éducateurs et 30 médiateurs... pour une ville de 900 000 habitantEs !

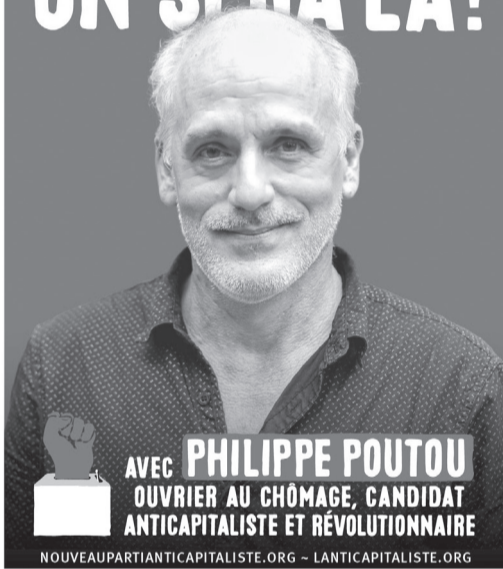
L'Anticapitaliste

Un hebdomadaire, une revue mensuelle, un site internet
ABONNEZ-VOUS!

diffusion.presse@npa2009.org # www.npa2009.org



NPA
ON SERA LÀ!



AVEC PHILIPPE POUTOU
OUVRIER AU CHÔMAGE, CANDIDAT
ANTICAPITALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE

NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG - LANTICAPITALISTE.ORG

L'Anticapitaliste la revue
Le n°128 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Fête de l'Humanité

Contre le virus du capitalisme, pas de demi-mesures!



Le tract distribué par le NPA à la fête de l'Humanité 2021.

Cette fête de l'Humanité est, comme tous les aspects de notre vie sociale, militante et personnelle depuis un an et demi, entravée et rognée par la pandémie du Covid-19 qui a fauché plus de 4,5 millions de vies humaines. La pandémie a coûté des milliers de milliards, non pas pour sauver des vies, mais pour sauver les profits des actionnaires, des capitalistes, imposer des mesures autoritaires et durcir les conditions de vie et de travail.

Ni Covid ni Macron

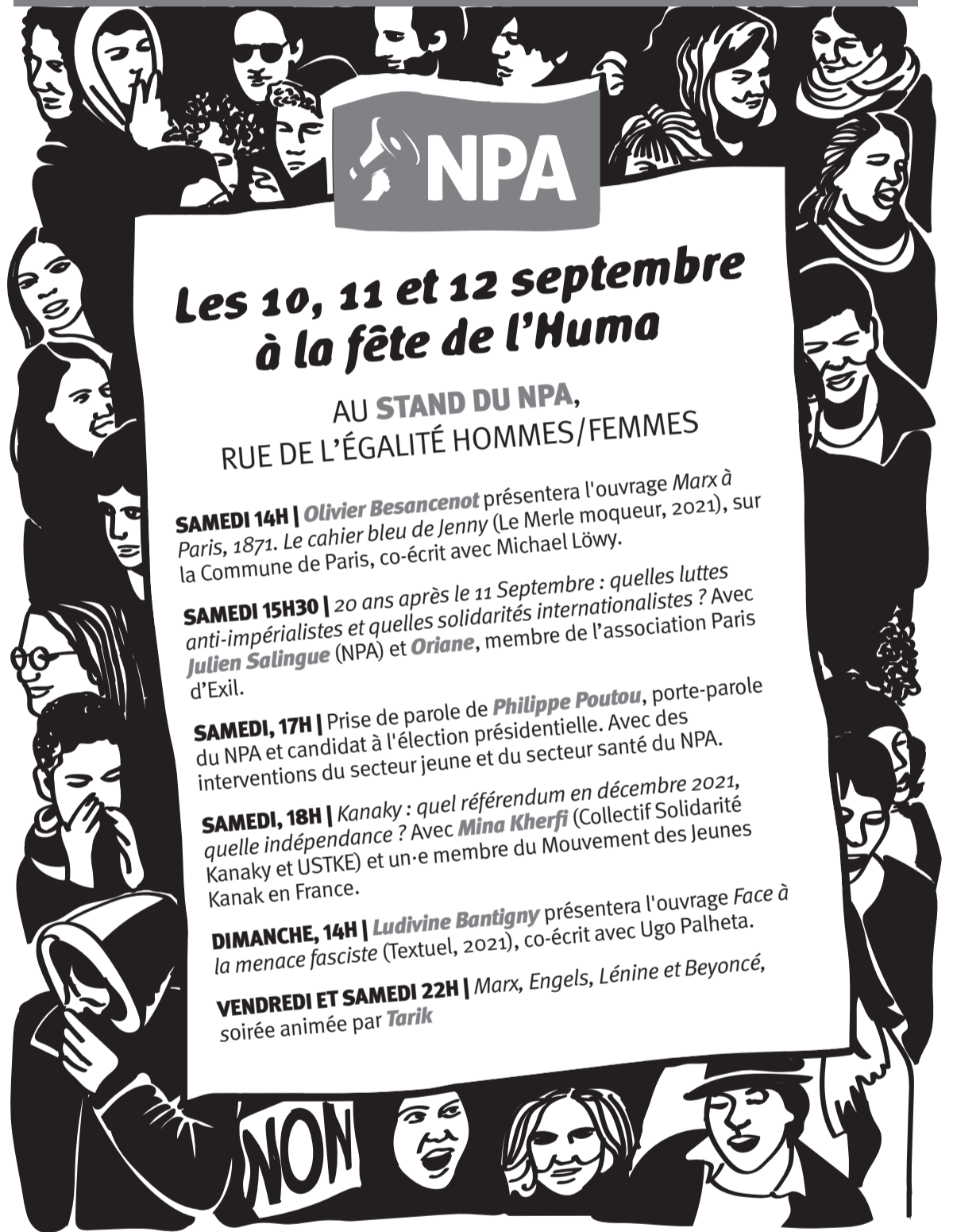
Il y a urgence à arrêter la pandémie, en rompant avec les politiques de ceux qui nous gouvernent. Au pass sanitaire, aux amendes, aux menaces de licenciements, nous répondons qu'il faut la transparence sur les vaccins, la levée des brevets et une campagne massive de vaccination par la conviction, la réquisition des groupes pharmaceutiques, la socialisation des capacités de recherche et de production des vaccins et médicaments. L'enjeu est de protéger l'ensemble de la population mondiale, pas simplement les pays riches, en particulier pour empêcher l'émergence de variants plus résistants et dangereux.

Cette pandémie qui a accéléré la crise économique mondiale n'est pas la fatalité du déferlement d'un virus naturel. C'est le produit de la crise de ce système capitaliste qui précarise, paupérise et affame plus de la moitié de la population mondiale, qui dérègle le climat, provoquant incendies et inondations de tailles inédites à l'échelle de régions entières, qui bouleverse l'écosystème en menaçant d'extinction des millions d'espèces vivantes.

Refusons que les matières premières, les produits de notre travail et les êtres humains eux-mêmes soient soumis à des logiques de rentabilité qui leur font faire le tour de la planète, polluant l'environnement pour augmenter les profits des plus riches.

Une alternative anticapitaliste, c'est urgent

Ces idées sont celles que nous voulons mettre au cœur du débat politique de ces prochains mois : le débat de l'élection présidentielle. L'enjeu n'est pas de savoir quel futur monarque républicain élire, mais de répondre à la crise globale du système, à travailler à une rupture révolutionnaire avec le capitalisme pour construire, vite, une société écosocialiste, communiste, autogestionnaire. La crise sanitaire accélère une évolution politique extrêmement dangereuse. Les gouvernements qui se succèdent, les logiques d'alternance politiciennes ne font que dégrader la situation des salariéEs, des privéEs d'emploi, des jeunes et des retraitéEs qui paient la crise économique rampante par la casse

DEMANDEZ LE PROGRAMME

Les 10, 11 et 12 septembre
à la fête de l'Huma

AU STAND DU NPA,
RUE DE L'ÉGALITÉ HOMMES/FEMMES

SAMEDI 14H | Olivier Besancenot présentera l'ouvrage *Marx à Paris, 1871. Le cahier bleu de Jenny* (Le Merle moqueur, 2021), sur la Commune de Paris, co-écrit avec Michael Löwy.

SAMEDI 15H30 | 20 ans après le 11 Septembre : quelles luttes anti-impérialistes et quelles solidarités internationalistes ? Avec **Julien Salingue** (NPA) et **Oriane**, membre de l'association Paris d'Exil.

SAMEDI, 17H | Prise de parole de **Philippe Poutou**, porte-parole du NPA et candidat à l'élection présidentielle. Avec des interventions du secteur jeune et du secteur santé du NPA.

SAMEDI, 18H | Kanaky : quel référendum en décembre 2021, quelle indépendance ? Avec **Mina Kherfi** (Collectif Solidarité Kanaky et USTKE) et un-e membre du Mouvement des Jeunes Kanak en France.

DIMANCHE, 14H | Ludivine Bantigny présentera l'ouvrage *Face à la menace fasciste* (Textuel, 2021), co-écrit avec Ugo Palheta.

VENDREDI ET SAMEDI 22H | Marx, Engels, Lénine et Beyoncé, soirée animée par **Tarik**

POUR RÉPONDRE AUX
URGENCES
SOCIALES, ÉCOLOGIQUES
ET DÉMOCRATIQUES



PHILIPPE POUTOU OUVRIER AU CHÔMAGE, CANDIDAT ANTICAPITALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE
NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG - LANTICAPITALISTE.ORG

des services publics et des droits conquis par des décennies de luttes sociales, par la restriction des libertés collectives au nom de la lutte contre les menaces terroriste, sanitaire, économique. Et la menace grandissante de l'extrême droite, du RN, des groupes fascistes,

dont les idées contaminent toutes les forces politiques avec des politiques répressives, l'islamophobie et toutes les formes de racisme, le sexisme...

Mais ce n'est pas en participant aux manifs des flics comme l'a fait Fabien Roussel, en participant à des

coalitions pour gérer loyalement les institutions au côté de forces qui ont largement démontré qu'elles étaient des adversaires des travailleurEs et de la jeunesse, comme le PCF le fait malheureusement dans de nombreuses villes, notamment Paris, que l'on construira une rupture avec ce système et que l'on donnera confiance au monde du travail et à la jeunesse. Ce que savent et affirment de nombreux et nombreuses militantEs du PCF, au côté desquels nous nous retrouvons régulièrement.

C'est en construisant les mobilisations sociales pour le climat, pour l'emploi, contre les politiques gouvernementales et patronales, avec l'objectif de leur convergence, et en défendant des perspectives politiques de rupture radicale avec le système, et sans compromission avec ce dernier, pour construire une autre société, débarrassée de l'exploitation et des oppressions.

Disparition

Mikis Theodorakis, une grande voix populaire... avec de fausses notes politiques

Avec la mort du compositeur Mikis Theodorakis, « Mikis » pour toute la population, c'est une légende qui s'éteint, qui a consisté à parer Mikis de toutes les valeurs de gauche, comme l'a fait depuis très longtemps la gauche réformiste française.

Ce qui serait à retenir du parcours de Mikis Theodorakis, c'est, à la différence du militant exemplaire que fut le résistant Manolis Glezos, toute sa vie fidèle à la gauche (réformiste et radicale), des engagements et des positionnements que lui-même revendiquait comme ceux d'un homme contradictoire. À ce titre, le siècle de vie de Mikis renvoie surtout aux tragédies de l'histoire grecque moderne (à part le Pasok en 1981 et Syriza en 2015, le pays n'a connu que des gouvernements fascistes ou de droite extrême, au mieux très réactionnaires) et aux impasses dans lesquelles la gauche communiste, stalinienne ou « rénovatrice », a plongé le « peuple de gauche ». Reste l'œuvre du compositeur, magnifique et plus que jamais stimulante pour les combats actuels et à venir !

Un parcours politique sans cohérence malgré une dynamique de gauche

Dans sa jeunesse, Mikis adhère à EON : mouvement d'embrigadement des jeunes mis en place par le dictateur fasciste Metaxas. Mais, en 1943, Mikis rejoint, comme des dizaines de milliers de militants, la résistance anti-nazie, intégrant l'organisation armée ELAS et le KKE (PC grec). Une fois le pays libéré par la Résistance, Churchill obtient de Staline la reddition des armes de ELAS et lance ses soldats et les fascistes impunis dans une guerre civile : Mikis se bat, tout

en critiquant la ligne du KKE, et il est arrêté et déporté. Plus tard, il obtient la permission de partir à Paris étudier la musique. À son retour en 1960, il est actif dans EDA (Gauche démocratique unie, sorte d'union de la gauche) puis, après l'assassinat du député (centre gauche) Lambrakis (voir le film Z), il fonde avec succès les Jeunesses Lambrakis, reprenant notamment les « marathons de la paix ». Face au risque de voir le centre-gauche gagner les élections, les USA provoquent le coup d'État militaire des colonels en 1967. Mikis est vite arrêté, mais une campagne internationale obtient sa libération en 1970. Revenu à Paris, il est une figure de la gauche anti-junte, organisant des tournées mondiales artistiques et antifascistes. Ces années sont aussi celles de la grande scission du KKE entre orthodoxes et eurocommunistes (noyau du futur Syriza), Mikis penchant pour les eurocommunistes. Après la chute de la junte en 1974 et un retour émouvant et triomphal en Grèce, il milite entre EDA et le KKE, devenant député de celui-ci en 1981 et 1985.

À partir de 1989, son parcours devient très chaotique : il va devenir ministre (sans portefeuille)... de la droite (Nouvelle Démocratie) ! À vrai dire, rien de surprenant : centrés sur une ligne anti-Pasok, le KKE et le noyau du futur Syriza s'allient avec la droite en 1989... Dès lors, les positionnements deviennent de plus en plus contradictoires,



WIKIMEDIA COMMONS

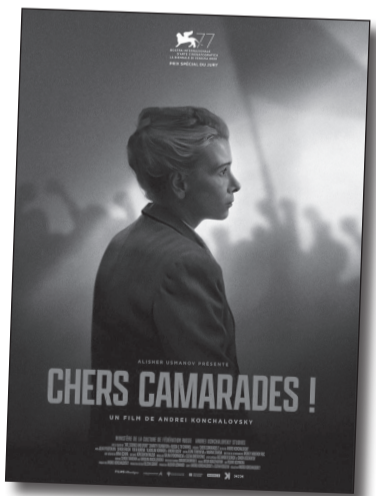
entre soutien à la droite et soutien à Syriza, surtout avec un cours de plus en plus nationaliste, en contradiction avec ses positions de soutien aux peuples palestiniens ou turcs ! Cette contradiction permanente fait de Mikis la figure la plus emblématique des dangers pour la gauche (pas seulement réformiste) et la classe ouvrière d'un nationalisme qui gangrène la Grèce depuis 20 ans en particulier. Ses dernières contradictions : – la dernière apparition politique de Mikis, en février 2018, a été la participation comme orateur à un rassemblement appelé par la fange nationaliste et y compris par les nazis contre les projets de reconnaissance de l'État de Macédoine du Nord, Mikis y saluant la présence de l'extrême droite « patriotique »...

– pourtant, la dernière volonté politique de Mikis, c'est de mourir en étant considéré comme communiste, comme l'a révélé le secrétaire du KKE, la droite extrême au pouvoir ne pouvant ainsi en faire « son » héros.

La voix musicale d'une conscience de gauche en Grèce

Si Mikis a été reconnu comme un grand compositeur de musique de chambre ou symphonique, ce qui va faire de lui le musicien enthousiasmant ses auditeurs en Grèce et dans le monde (souvenir impérissable de ses concerts enflammés en France au début des années 70 !), c'est son talent unique de lier les musiques populaires redécouvertes – en particulier le rébétiko, « blues grec » des banlieues populaires et maudit jusqu'à Mikis – aux textes des plus grands poètes grecs contemporains, faisant chanter par toutes les générations les poèmes d'amour et de résistance des Ritsos, Séfiris et autres Anagnostakis. Alors, si Mikis peut être retenu comme une grande figure de la gauche, c'est avant tout pour son œuvre musicale, la force et l'espoir qui s'en dégagent et permettent de résister dans les pires périodes. Le mot de la fin ? Vendredi, face aux flics les chargeant sauvagement, les étudiantEs en manif contre la casse de l'université ont entonné « *Lorsqu'ils serrent les poings* », célèbre poème de Ritsos mis en musique par Mikis !
À Athènes, A. Sartzekis

Cinéma



Chers camarades!, d'Andrei Konchalovsky

Film russe, 2h, sorti le 1^{er} septembre 2021.

Son père, compositeur officiel, avait écrit l'hymne national stalinien et surtout son frère, le cinéaste Nikita Mikhalkov, a été l'auteur du magnifique *Soleil trompeur*, un film sorti en 1994 qui traite du début de la Grande terreur, en 1936, et qui a connu un grand succès international et même deux « suites » russes (que l'auteur de ces lignes n'a pas vues). Le nouveau film de Konchalovsky ne revient pas, lui, sur l'apogée meurtrière du stalinisme mais sur la façon dont les aspirations des peuples de l'URSS ont été réprimées pendant la période « réformatrice » de Nikita Khrouchtchev, dans les années 1960. Au printemps 1962, dans une ville moyenne russe, Novotcherkassk, près de Rostov, des hausses de prix et une baisse des salaires provoquent une grève de masse dans une usine de locomotives, avec laquelle la population se solidarise. Cette situation a priori banale est une première dans l'URSS de Khrouchtchev. Elle rappelle désagréablement aux bureaucrates ce qui s'est passé à Berlin en 1954, en Pologne et en Hongrie en 1956. Une délégation de dirigeants venus de Moscou débarque donc et tente de « raisonner » – de faire peur – aux grévistes, et surtout de reprendre le contrôle des cadres locaux. Les

débats entre les participants, bureaucrates compris, portent sur la légitimité de la grève et sur les sacrifices consentis depuis longtemps par les ouvriers, en particulier pendant la « Grande guerre patriotique » de 1941-1945. Les grévistes expriment leurs exigences démocratiques en se calant sur les textes officiels dont ils s'arment candideusement, pendant que les « organes » préparent la provocation qui permettra de déclencher la répression. C'est donc l'heure de vérité pour les bureaucrates khrouchtchéviens, mais, entretemps, ce sont quelques jours de liberté revendiquée pour les ouvriers et ouvrières, pour les cosaques, les personnels de santé et les jeunes, avant que le couvercle ne retombe.

Mémoire effacée

La répression à Novotcherkassk sera féroce, comme ailleurs, mais c'est précisément à cause de la réalité sociale, du pur affrontement de classe qu'a représenté la grève, qu'il y aura immédiatement besoin d'en étouffer toutes les traces, tout écho, toute mémoire. On coule ainsi du bitume sur le sang encore frais. Et cet effacement aura un réel succès. En conséquence, et vu l'absence de toute trace filmique ou photographique, Konchalovsky relève

le défi et produit un film de fiction où il reconstitue l'ensemble de l'évènement, dans un noir et blanc magnifique, restituant aussi bien les décors, les destins individuels, la résistance de l'appareil politique et celle des foules assemblées. L'essentiel pour lui semble de montrer à quel point le réformisme khrouchtchévien a été une escroquerie, fondée sur les mêmes mythes patriotiques partagés que ceux qui fonctionnent encore dans les masses (voir le film *Kombinat* de Gabriel Tejedor, diffusé cette année à notre université d'été). Au travers du « cas » de Novotcherkassk, ce dont nous pouvons discuter ce sont les conséquences qu'a eues à long terme, en URSS, ce retour ponctuel à une terreur de masse, tournée cette fois contre les travailleurEs comme tels, et de la permanence de cette menace de revenir aux sanglantes « normes » des années 1930. Et, au passage, de quoi s'interroger sur ce qui se passe politiquement dans une intelligentsia née dans la période stalinienne, qui coexiste bien avec Poutine tout en invoquant avec insolence le genre de répression venue du passé dont tout le monde doit savoir qu'il serait prêt à y recourir.
Serge Aberdam

À 83 ans, Andreï Konchalovsky a reçu le prix spécial du jury du festival de Venise pour *Chers camarades*, qui sort enfin en salle. Le prix reçu n'est pas seulement un hommage rendu à sa virtuosité, à la variété étonnante de ses films, depuis ceux tournés dès les années 1960 en URSS, puis dans les années 1980 aux USA et en Europe, puis désormais en Russie. Le film semble avoir été aussi reçu par le jury comme un coup de poing dans le plexus : Konchalovsky aborde frontalement, et pour la première fois aussi directement, la continuité sociale et politique du stalinisme.

Grève de masse sous Khrouchtchev

L'auteur connaît son sujet : il est issu de la haute nomenklatura culturelle.

Salon du livre

Résister et survivre par le livre

«Histoires de familles», 17-19 septembre 2021 au Mémorial de la Shoah, renseignements sur memorialdelashoah.org.



Dans le cadre des 38^e Journées européennes du patrimoine, le Salon du livre du Mémorial de la Shoah revient du 17 au 19 septembre avec une 4^e édition autour de la thématique « Histoires de familles », en explorant la grande comme la petite histoire sous le filtre, parfois complexe, que ce terme recèle. Durant trois jours, de nombreux événements seront programmés dans l'ensemble des espaces du Mémorial : grande librairie à ciel ouvert sur le parvis, rencontres, dédicaces, enquêtes familiales captivantes, braderie de livres et poursuite des expositions.

Transmission de la mémoire

Cette nouvelle édition aborde la transmission de la mémoire et de l'histoire familiale, questionne la transformation des relations familiales et fait redécouvrir aux visiteurs des destins croisés et bouleversants au sein de la grande Histoire. Pour cela, le Mémorial convie écrivainEs, auteurEs, chercheurEs, éditeurEs, comédienEs, musicienEs autour de parutions récentes et d'échanges enrichissants avec un lectorat de néophytes, d'amateurEs et de spécialistes. Le samedi 18, un extrait de l'ouvrage *La plus précieuse des marchandises*, best-seller de Jean-Claude Grumberg, fils et petit-fils de déportés massacrés à Auschwitz via Drancy, sera lu par Olga Grumberg, l'actrice fille de l'écrivain, lors d'une lecture musicale ouverte à tous. Un peu plus tard (17h15), c'est Isabelle Wekstein-Steg qui viendra parler de *C'était génial de vivre*, récit de la déportation de Marceline Loridan-Ivens à Auschwitz.

Le programme des expositions et activités culturelles

Les rencontres littéraires à l'auditorium et la lecture musicale sur le parvis, ainsi que la braderie, sont en accès libre sans réservation préalable. Le musée et les expositions temporaires seront également en accès libre :
– « *Les déportés Juifs de France rescapés de la Shoah* » en Mezzanine ;
– tandis que continuent « *Homosexuels et lesbiennes dans l'Europe nazie* »¹ au Niveau 3 et « *La voix des témoins* » au Niveau 1.
Une grande braderie d'ouvrages de la bibliothèque sera également organisée pendant les 3 jours. Signalons aussi que le Mémorial organisera également le dimanche 10 octobre une rencontre sur le thème de « *L'État français et le génocide des Tutsi* ».
Sylvain Chardon

1 – Voir L'Anticapitaliste numéro 565 du 22 avril 2021.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris – 01 49 28 52 44

Horaires d'ouverture : Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

INCENDIES « La catastrophe en Grèce a été comparativement plus importante que dans n'importe quel autre pays de la région »

Retour sur les incendies dramatiques qui ont ravagé la Grèce cet été.

Le bilan de ce mois d'août désastreux, où les températures et la sécheresse ont atteint des niveaux records, même pour un pays chaud et sec comme la Grèce, est littéralement tragique : d'énormes incendies incontrôlables dans l'île d'Eubée, en Attique, dans le Péloponnèse et dans d'autres régions ont réduit en cendres quelque 600 000 hectares de terres boisées. Cette perte massive est encore plus importante pour un pays comme la Grèce, où la proximité entre les espaces verts libres et la population est la plus faible de tous les pays d'Europe.



Des incendies de plus en plus désastreux

En ce qui concerne les avions de lutte contre les incendies, absolument nécessaires compte tenu du relief géographique particulier de la Grèce, il n'y a que 15 avions Canadair vétustes (dont il a été prouvé que seuls 8 étaient en mesure de voler), et il n'y a que 250 pompiers correspondant à tous leurs besoins, tant à terre que dans les airs.

La réduction du personnel et des équipements de lutte contre les incendies a entraîné une augmentation considérable des effets annuels de combustion de chaque « méga-incendie » au cours des années qui ont suivi la crise économique majeure : de 2430 hectares de terre consumés par « méga-incendie » en 2008, on a atteint 8 100 hectares pour chacun d'entre eux en 2020. Les incendies de forêt sont devenus plus désastreux en raison de la réduction des moyens et du personnel dont dispose la société pour y faire face.

Cette vérité choquante s'aggrave encore si l'on tient compte des dangers que représentent les compressions de dépenses dans d'autres secteurs pertinents : par exemple, dans le domaine du nettoyage des forêts et des zones périphériques, ou dans le domaine de l'entretien du réseau électrique, qui dans de nombreux cas est responsable du déclenchement des incendies. Le résultat final est que, lors du « test extrême » de cette année, la catastrophe en Grèce a été comparativement plus importante que dans n'importe quel autre pays de la région. Les terres consumées par le feu ne peuvent être comparées qu'à celles de la Turquie voisine (600 000), un pays dont la taille est six fois supérieure à celle de la Grèce.

Antonis Ntavanellos

Conséquences dramatiques

Les conséquences visibles sont déjà graves : des milliers de personnes ont perdu leur maison, tandis qu'un nombre encore plus grand a perdu son emploi (éleveurs, agriculteurs, apiculteurs, petites entreprises touristiques familiales, etc.). Mais les conséquences non visibles sont encore plus menaçantes : on sait qu'aux vagues de chaleur estivales succèdent les pluies d'automne, et lorsque cela se produit, les montagnes, dépouillées de leurs forêts, menacent les villages et les petites villes d'inondations et de glissements de terrain.

Dans le paysage méditerranéen, la disparition des forêts s'accompagne généralement de la perte de terres fertiles, car la corrosion liée aux vents et à la pluie les transforme en roche. Les grandes villes, et notamment Athènes, seront également confrontées à de graves problèmes. Lors des incendies de cette année, les derniers « poumons verts » de l'Attique ont été brûlés et les conditions de vie difficiles dans cette capitale anarchique de 5 millions d'habitants vont devenir encore plus difficiles, surtout pour les pauvres qui s'entassent dans les quartiers denses du centre-ville et de la banlieue ouest. Ce n'est pas une coïncidence si, depuis quelque temps, les riches abandonnent leurs résidences traditionnelles du centre-ville pour s'installer dans les banlieues nouvellement construites du nord et de la côte sud.

Panique gouvernementale

Face à cette catastrophe, le gouvernement de Kyriakos Mitsotakis a réagi en panique. Il a abandonné tous les efforts pour contenir les incendies (dans l'île d'Eubée, ils ne se sont arrêtés que lorsqu'ils ont atteint la mer) et a envoyé des directives successives à la population des villages, et même des petites villes menacées, pour qu'elle évacue immédiatement. Ce « drapeau blanc » de reddition de la machine étatique est devenu si évident qu'une grande partie de la population ne s'est pas conformée aux ordres d'évacuation, malgré la menace.

Les pauvres gens, et surtout les jeunes, sans la formation adéquate ni les moyens nécessaires, sont restés sur place et ont lutté pour sauver leurs villages, leurs semblables, les animaux et leurs champs. Tout ce qui a été sauvé – y compris d'importantes parties de forêts – l'a été grâce à leur

abnégation, au travail acharné des rares pompiers et des groupes de volontaires qui se sont précipités à leur secours.

Le lendemain, Kyriakos Mitsotakis a tenté de blanchir son gouvernement en mettant l'accent sur la menace de la crise climatique. Cette reconnaissance publique de la menace, bien que très tardive, est correcte : la vague de chaleur et la sécheresse prolongées de cette année ont été une expérience sans précédent, même par rapport à l'été grec chaud et sec. Mais lorsque Kyriakos Mitsotakis et les représentants du gouvernement l'affirment, c'est de la pure hypocrisie. La crise climatique n'est pas un phénomène nouveau. De nombreux rapports du service des forêts et du service des incendies ont averti le gouvernement que les conditions météorologiques prévues transformeraient les forêts de pins du centre et du sud de la Grèce en matériaux inflammables. En réalité, lorsque les politiciens de droite commencent à faire référence à la crise climatique, il ne s'agit pas seulement de la traditionnelle (et attendue) hypocrisie gouvernementale. Ils préparent le terrain idéologique pour que les projets de « reconstruction » après la catastrophe soient conformes à l'orientation néolibérale de la Nouvelle Démocratie.

Les vautours du marché

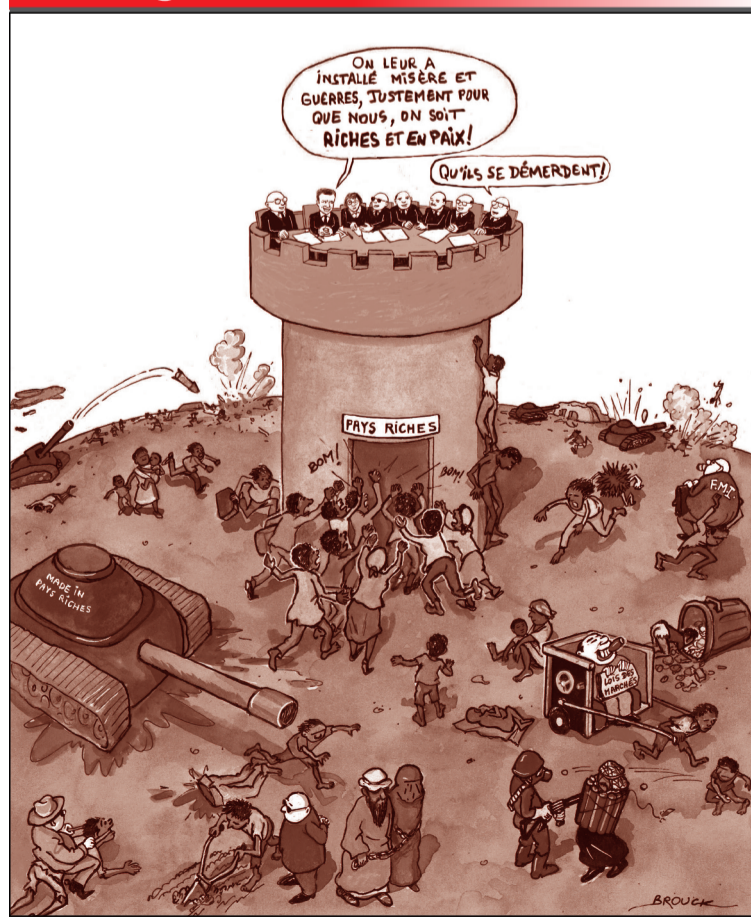
La « politique verte » de Mitsotakis revient à céder la gestion des forêts, la gestion de l'espace public, et même la gestion des catastrophes naturelles, au secteur privé et à l'entrepreneuriat.

Il y a vingt ou trente ans, ils affirmaient que la seule réponse viable à l'austérité et au chômage était de « libérer le marché ». Dans la même veine, ils affirment aujourd'hui que la seule réponse viable à la crise climatique consiste à « libérer » les efforts du capital pour des activités commerciales dans les forêts, les montagnes, les eaux, l'air. Déjà dans l'île d'Eubée, les vautours du marché sont appelés par le gouvernement à jouer un rôle de premier plan dans la reconstruction de la région détruite. Parmi ces vautours, il y a les grandes entreprises de construction qui, avant les incendies de forêt, avaient déclaré leur intérêt pour la construction d'énormes « parcs d'éoliennes » dans les forêts denses du nord de l'île. Le rejet de leurs offres précédentes par le service forestier et les municipalités locales (même celles

contrôlées par le parti au pouvoir) alimente maintenant les soupçons des habitants du nord d'Eubée sur la possibilité d'un incendie criminel organisé.

Il n'y a pas besoin de théories du complot pour comprendre que les politiques établies ont joué un rôle de pyromane. Les incendies désastreux de cet été ont pris de grandes proportions parce que la crise climatique a été accompagnée d'années d'austérité sévère et de coupes budgétaires dans le secteur public, en particulier dans la partie du secteur public qui concerne les conditions de vie des pauvres. Le service d'incendie s'est retrouvé avec 250 (!) pompiers dans ses unités motorisées et 1200 pompiers dans ses unités « d'infanterie », afin de couvrir les besoins de tout le pays ! Jusqu'à l'année dernière, ces corps étaient complétés par des pompiers « saisonniers » qui n'étaient pas vraiment formés. Ils étaient engagés pour l'été et étaient ensuite licenciés. Cette année, le gouvernement a refusé de renouveler l'embauche de 5000 pompiers « saisonniers », malgré les avertissements sur les dangers extrêmes attendus.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

JEUX OLYMPIQUES CONTRE JARDINS OUVRIERS. « C'est désolant. » Marion et Albane, la trentaine, ont pris du temps sur leur pause déjeuner pour venir constater le désastre.

Quelques heures plus tôt, ce jeudi 2 septembre, les forces de l'ordre ont expulsé les activistes qui défendaient les jardins ouvriers d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Une partie, soit dix-neuf parcelles recouvrant 4 000 m², va être détruite par les promoteurs de Grand Paris Aménagement (GPA) : l'entreprise a prévu de construire à cet emplacement un solarium, en extension à une nouvelle piscine censée accueillir les Jeux olympiques (JO) de 2024.

Dès 8 heures du matin, les militants ont été arrêtés (deux d'entre eux ont été placés en garde à vue, puis relâchés en début d'après-midi). Une pelleteuse a commencé la destruction méthodique des cabanes construites par les activistes, de leurs récoltes et de la tour qu'ils avaient eux-mêmes érigée. « Ces jardins sont historiques, ils sont là depuis des décennies », se désole Albane. « On ne veut pas d'une ville totalement bétonnée ! » s'emporte sa voisine Marion.

Les deux habitantes sont interrompues par une octogénaire, habitante d'Aubervilliers. « Je vis ici depuis quarante-huit ans et j'ai toujours connu ces jardins. Ça ne sert à rien tout ça », lance-t-elle en désignant le chantier. Un avis partagé par d'autres riverains, quelques mètres plus loin :

« Nous, on préfère ces jardins à un solarium, affirme un couple. En plus, les gens du quartier ne viendront pas dans ce genre d'endroit. » [...] Les activistes avaient prévu une semaine de lutte, du 1^{er} au 5 septembre, pour faire connaître et développer leur combat. Au programme : une visite des jardins, un atelier de bouturage des plantes, un moment de récolte des fruits... Il n'en sera rien. Les forces de l'ordre ont affirmé à plusieurs habitants que les jardins (hormis les dix-neuf parcelles détruites) devraient rouvrir au public dès le lendemain, le vendredi 3 septembre. « Je me sens trahie par la municipalité, confie Albane. On est censés aller vers une ville plus saine, plus verte, plus écolo, et en fait on nous montre ça... Ça ne donne pas l'exemple du tout. »

NnoMan Cadoret et Justine Guitton-Boussion, « À Aubervilliers, l'"écoeurement" après la destruction des jardins ouvriers », Reporterre, 2 septembre 2021.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	6 mois	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre
		Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
		Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org